

Royaume du Maroc
Haut-Commissariat au Plan

Croissance
et
développement humain
au
Maroc

Repères statistiques

1998 - 2008

*Croissance
et
développement humain
au
Maroc*

Repères statistiques
1998 - 2008



(...) Notre confiance dans notre économie nationale et nos potentialités se manifeste également à travers les efforts que l'Etat déploie en vue du renforcement quantitatif et qualitatif des infrastructures du Royaume, aussi bien celles requises par la compétitivité à l'échelle régionale et internationale comme les autoroutes, les grands ports et les stations balnéaires, que les infrastructures que nécessite le devoir de mise à niveau sociale et territoriale comme l'habitat social, l'eau potable, l'électricité et les routes en milieu rural.

Nous sommes conscient que le décollage économique et social ne saurait s'accomplir tant que de larges catégories de citoyens marocains ne se seront pas libérées de l'emprise de la pauvreté, de l'exclusion et de la marginalisation. (...)



*Extrait du Discours de SM le Roi Mohammed VI à l'occasion
du 7^e anniversaire de l'accession du Souverain au Trône.
Rabat, le 30 juillet 2006.*



SM Le Roi Mohammed VI

s o m m a i r e

- 7 | Avant-propos

- 9 | Un contexte de transition démographique accélérée

- 17 | Population active

- 29 | Une économie en voie d'émergence

- 43 | Développement humain

- 61 | Objectifs du Millénaire pour le Développement

avant-propos

Le choix de cette «Décennie de croissance et de développement humain au Maroc» procède d'une volonté d'enrichir d'une synthèse statistique décennale, la moins austère possible, les multiples publications, annuelles et infra-annuelles, livrées régulièrement sur ces thèmes par le Haut Commissariat au Plan.

Il a l'ambition d'identifier une séquence de référence à la lumière de deux années repères particulièrement riches en indicateurs pertinents, comparatifs de performances sectorielles ou thématiques. Ces deux années, ayant connu, l'une et l'autre, la réalisation d'enquêtes et d'études de base relatives tant aux structures économiques qu'aux niveaux de vie des ménages, se présentent, ainsi, comme des arrêts sur images, témoins privilégiés de la singularité de cette séquence temporelle si significative, par ses continuités comme par ses ruptures, des options nationales d'avenir en termes de modèle de croissance et de projet sociétal.

Editée alors que nous célébrons le dixième anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté Mohammed VI, cette modeste publication ne saurait, cependant, être prise comme une approche illustrative, et encore moins bilancielle, du début d'un règne que nous souhaitons long, prospère et glorieux. Se voulût-elle illustrative qu'elle aurait péché par les limites évidentes de son champ thématique et temporel. Quant à la notion de bilan, elle est fondamentalement inappropriée, eu égard à la dimension, par nature historique, d'un règne qui s'inscrit nécessairement dans la durée où s'assument, en permanence, le passé, le présent et l'avenir d'une Nation.

*Ahmed Lahlimi Alami
Haut Commissaire au Plan*

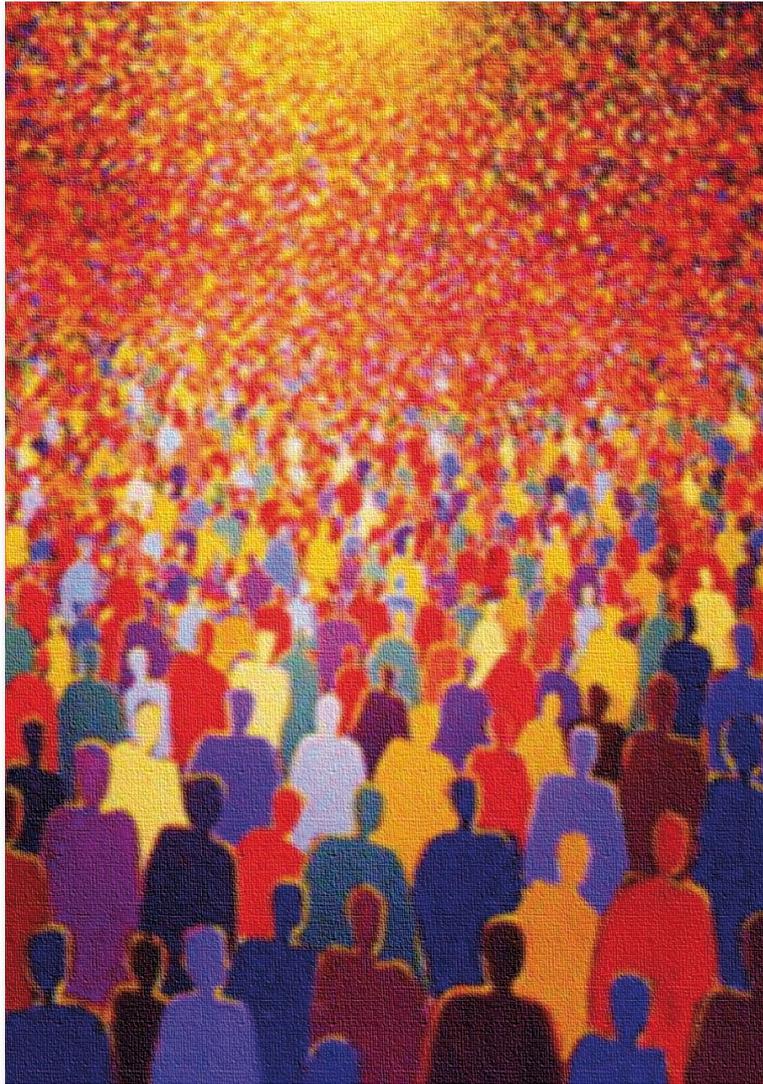
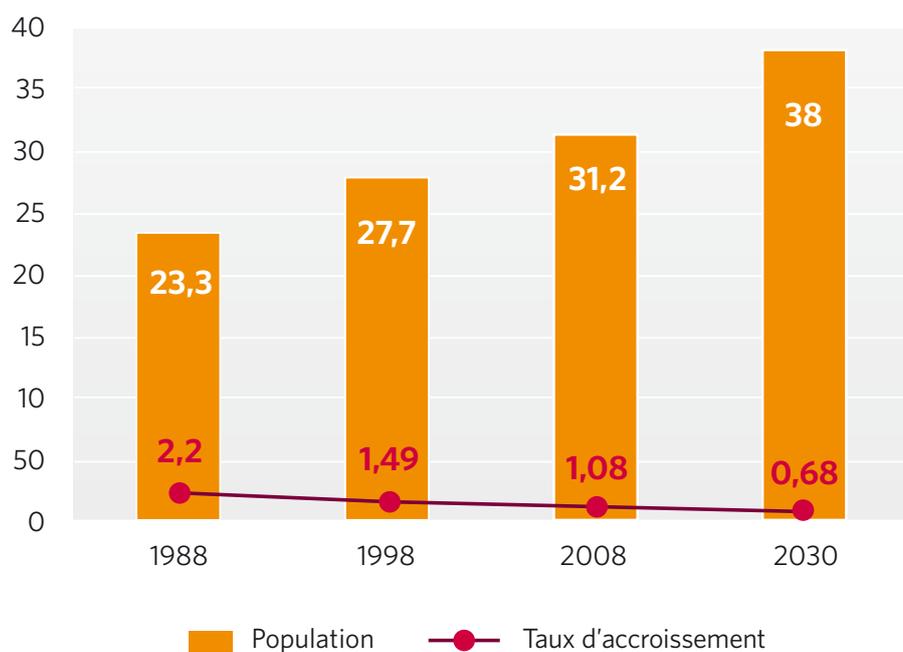


tableau 1

*Un contexte
de transition
démographique
accélérée*

Accroissement démographique

Evolution de la population (en millions)
et du taux d'accroissement annuel moyen (en %)



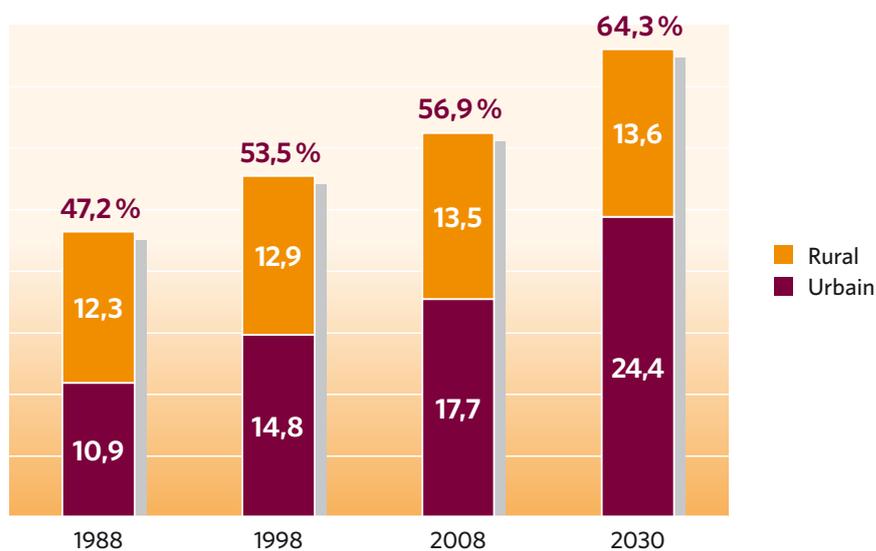
- Au cours de la décennie 1998-2008, une population qui augmente annuellement de 350 000 personnes (l'équivalent de la ville d'Agadir) et de 300 000 d'ici 2030.

- En une heure, la population du Maroc s'accroît de 39 personnes en 2008, contre 55 en 1998, en diminution de 30%.

Un rythme de croissance
démographique en baisse accélérée

Population urbaine

Evolution de la population (en millions) par milieu de résidence et de la part de la population urbaine (en %)



Entre 1998 et 2008 :

- environ 3 millions de nouveaux citadins ;
- cinq fois moins de nouveaux ruraux.

Un solde migratoire urbain en diminution :

- 170 000 par an entre 1988 et 1998 ;
- 110 000 par an entre 1998 et 2008.

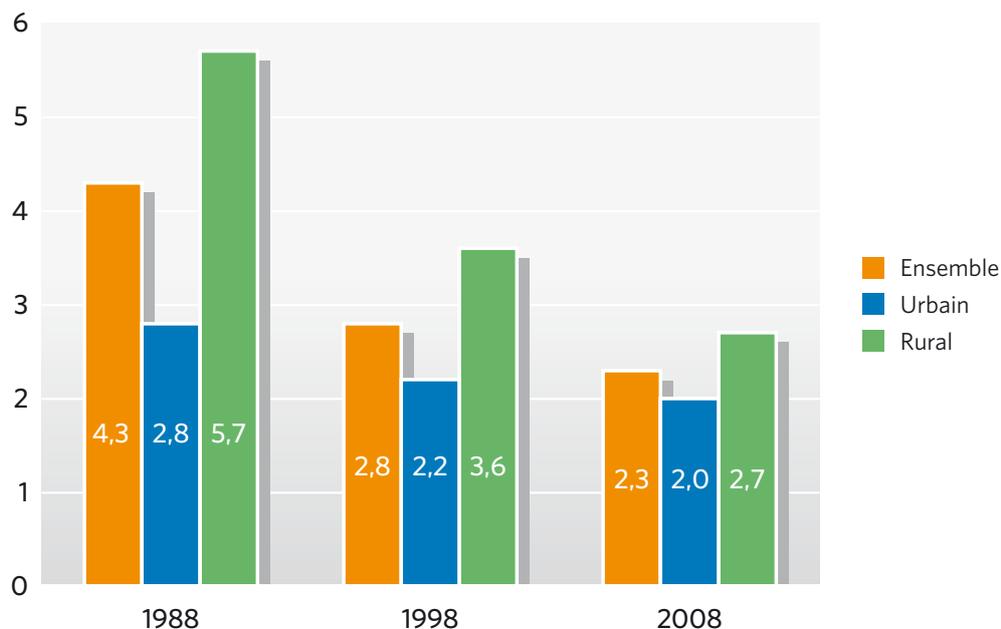
Croissance soutenue
de la population urbaine
et stabilisation de la population rurale



tableau 2

Fécondité

Evolution de l'indice synthétique de fécondité (enfants par femme)
par milieu de résidence



En 20 ans, par femme :

- deux enfants en moins au niveau national ;
 - un enfant en moins en milieu urbain ;
 - trois enfants en moins en milieu rural.

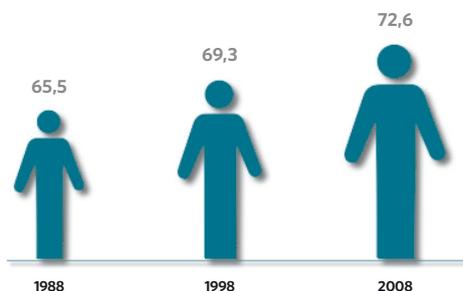


Les villes au-dessous
du seuil
de renouvellement
des générations

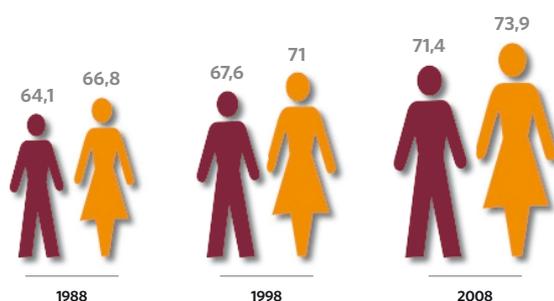
tableau 3

Espérance de vie à la naissance

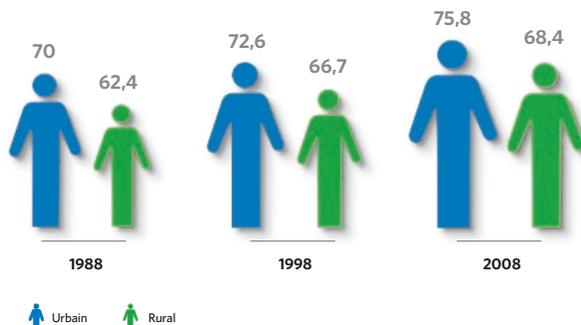
Evolution de l'espérance de vie à la naissance (en années) au niveau national



Espérance de vie à la naissance par sexe en 2008



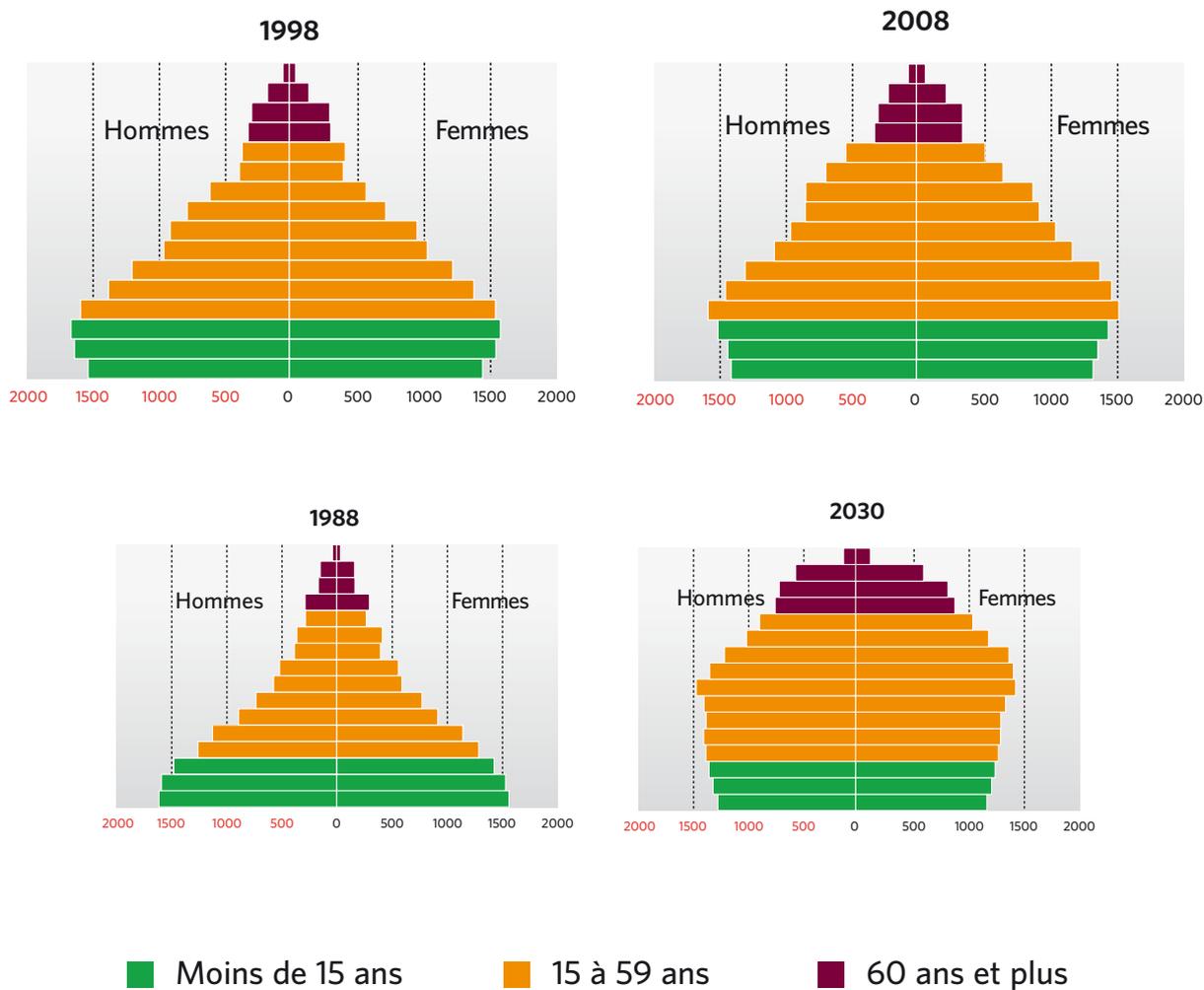
Espérance de vie à la naissance par milieu de résidence en 2008



- Le Marocain né en 2008 espère vivre sept ans de plus que son aîné de vingt ans.
- La femme espère vivre deux ans et demi de plus que l'homme.
- Le citadin espère vivre sept ans et demi de plus que le rural.

L'amélioration des conditions de vie
à l'origine de l'allongement de l'espérance de vie

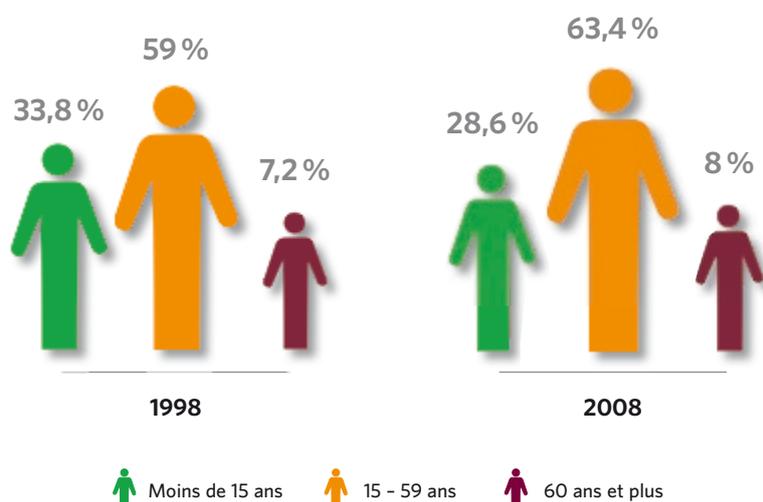
Pyramides des âges



Nette tendance à l'inversion de la pyramide des âges

Vieillesse démographique

Population par tranche d'âge



Forte tendance :

- à la baisse du nombre d'enfants à scolariser ;
- à la hausse des jeunes en âge d'activité et des personnes âgées.

Baisse de la fécondité
et allongement de la durée de vie,
à l'origine du vieillissement
de la population



tableau 4

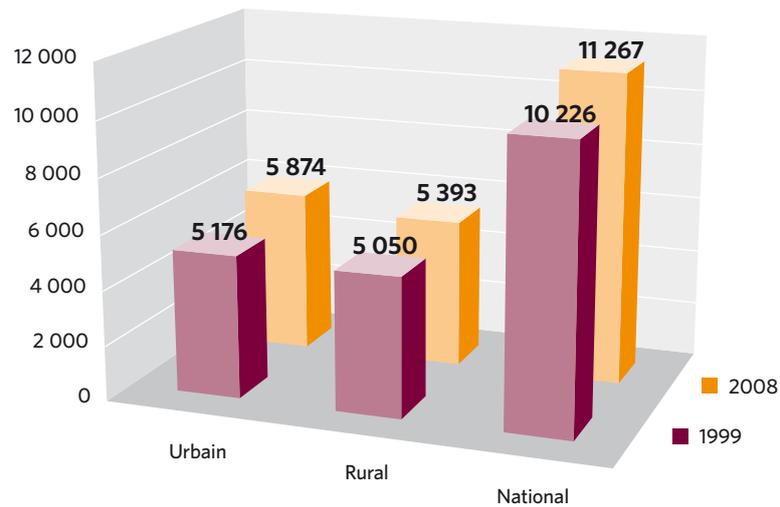


tableau 5

Population active

Population active

Population active (en milliers) selon le milieu de résidence



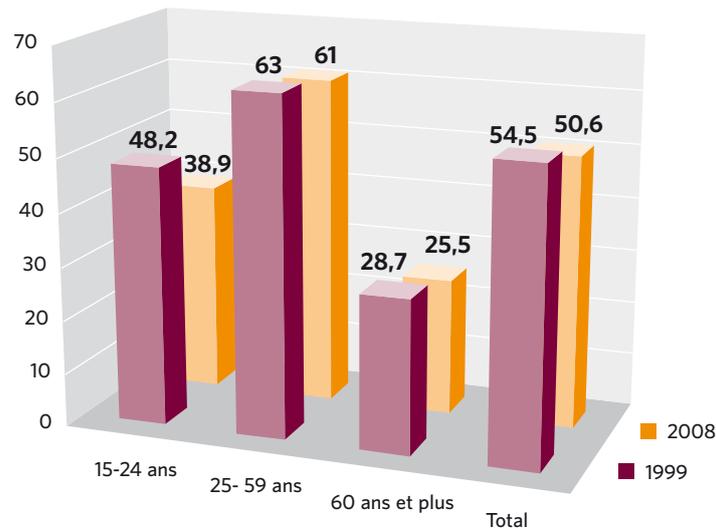
Entre 1999 et 2008, la population active s'accroît de :

- 10,2 % au niveau national ;
- 13 % en milieu urbain ;
- 6,8 % en milieu rural.

En moyenne, 100 000 nouveaux actifs arrivent sur le marché du travail chaque année, dont deux tiers en milieu urbain.

Activité

Taux d'activité par tranche d'âge (en %)



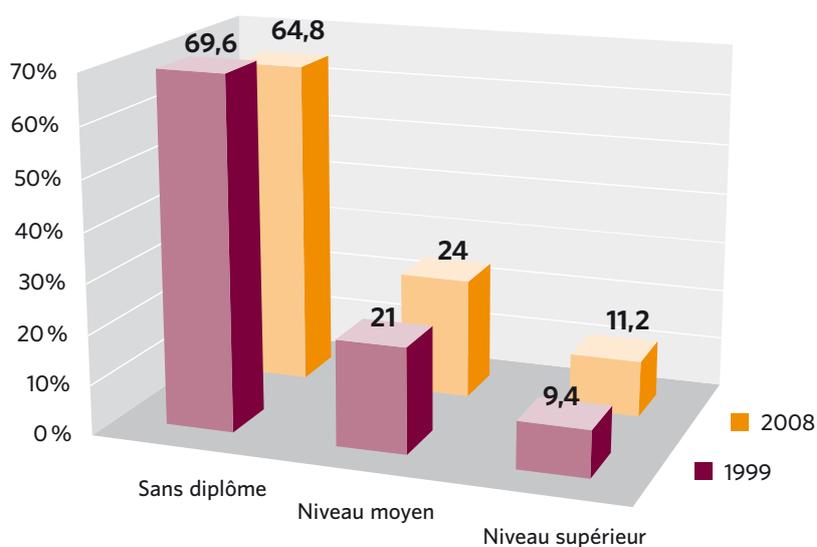
En neuf ans, le taux d'activité baisse de :

- 4 points au niveau national ;
- 9 points chez les 15-24 ans.

Le prolongement de la scolarité
en partie responsable
de la forte baisse de l'activité parmi les moins de 25 ans

Niveau de qualification de la population active

Population active par niveau de diplôme (en %)



Progression du poids des diplômés :

- de niveau moyen de plus de 3 points ;
- de niveau supérieur de plus de 2 points.

La part des actifs sans qualification reste prépondérante (2/3 des actifs).

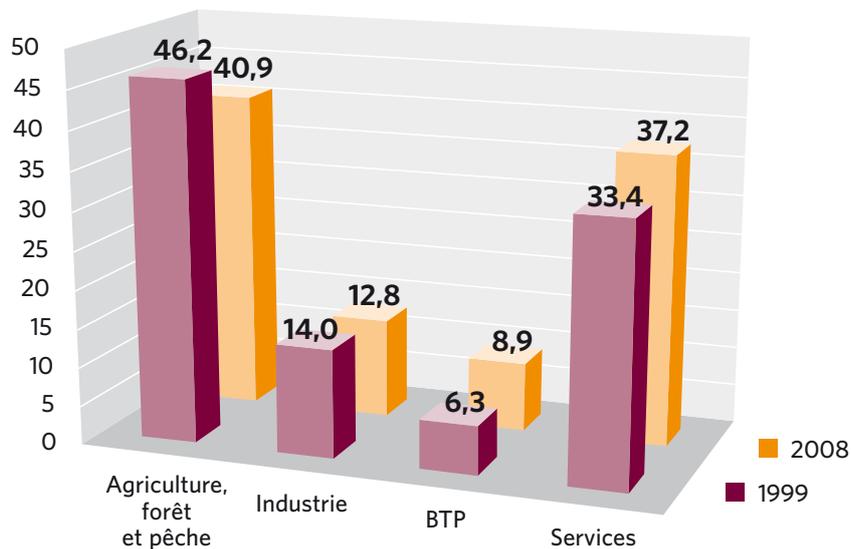


Une population active encore en majorité sans qualification

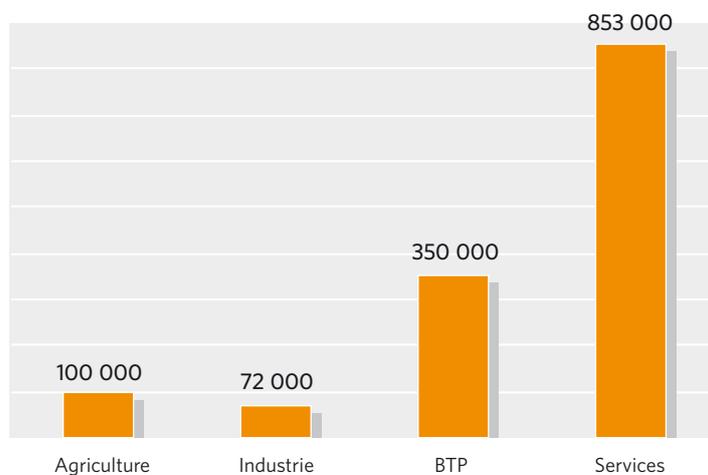
tableau 6

Emploi par secteur d'activité

Répartition sectorielle de l'emploi (en %)



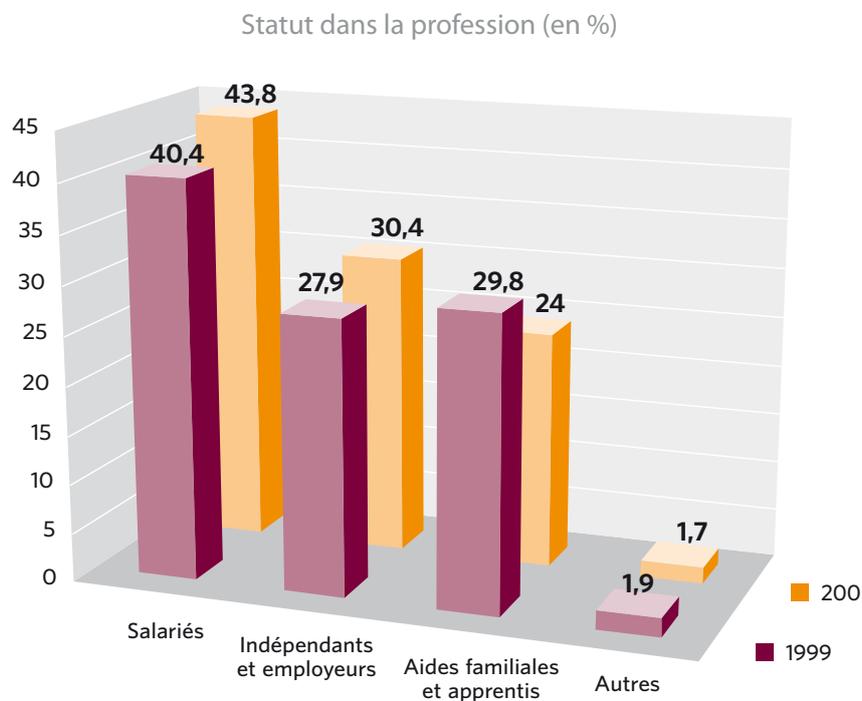
Créations nettes d'emplois par secteur d'activité entre 1999 et 2008



- En 9 ans, les services ont créé 8,5 fois plus d'emplois que l'agriculture.
- La contribution de l'agriculture à l'emploi baisse de 5,3 points.

Services et BTP, nouveaux moteurs de l'emploi

Emploi par statut professionnel



En 9 ans, le salariat gagne plus de 3 points, tandis que le travail familial en perd 6.

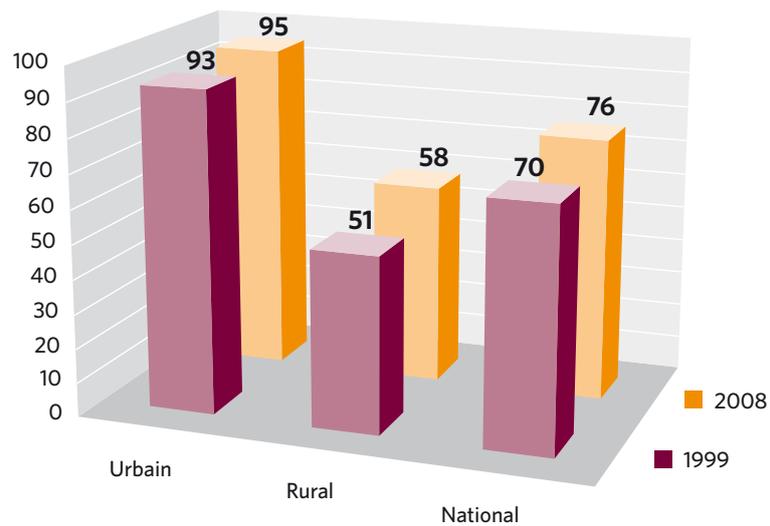


Régression des formes traditionnelles du travail

tableau 7

Emploi rémunéré

Emploi rémunéré par milieu de résidence (en %)



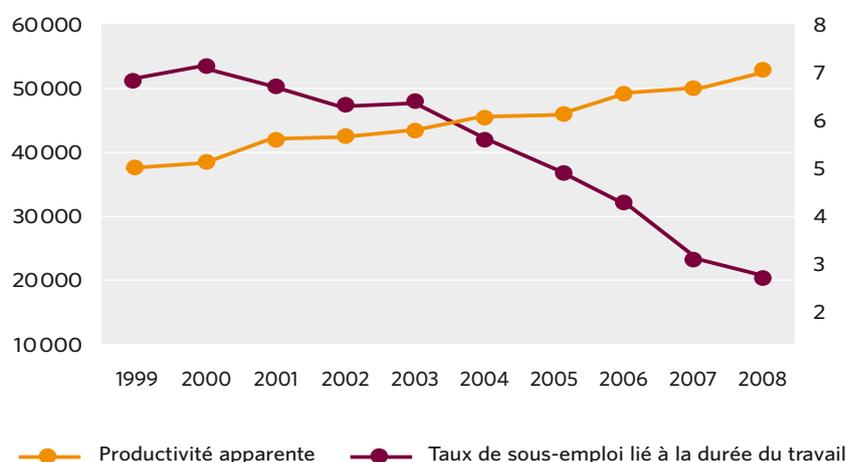
En 2008, l'emploi rémunéré :

- est quasi généralisé en milieu urbain ;
- concerne 6 actifs sur 10 en milieu rural.

Progression de l'emploi rémunéré
au détriment du travail familial

Sous-emploi et productivité

Evolution du sous-emploi (en %) et de la productivité apparente du travail (en dirhams)



Taux de sous-emploi par secteur d'activité (en %)

Année	1999	2008
Agriculture, forêt et pêche	13,1	9,4
Industrie	13,1	6,0
B.T.P.	26,1	17,5
Services	14,0	9,0
Ensemble	14,2	9,6

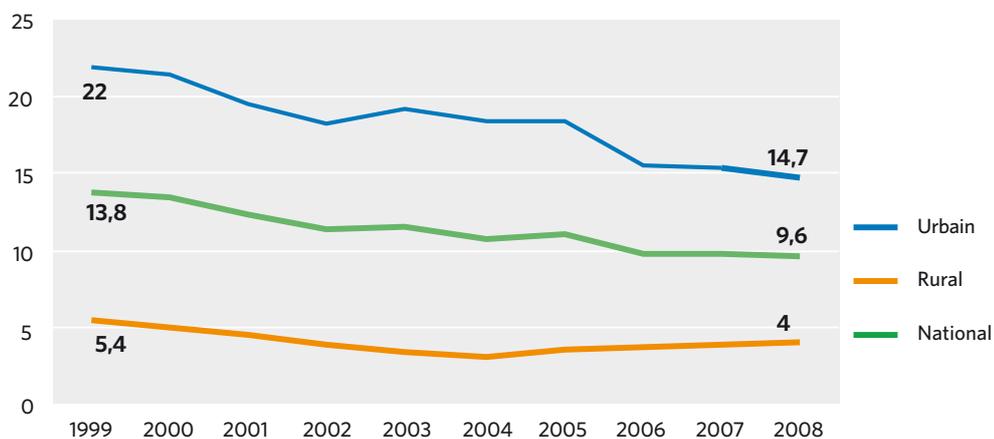
Entre 1999 et 2008 :

- le taux de sous-emploi a baissé globalement de 5 points ;
- le taux de sous-emploi lié à la durée de travail recule d'un demi-point par an ;
- la productivité apparente par emploi s'améliore de 3,6 % par an.

La baisse du sous-emploi contribue à l'amélioration de la productivité du travail

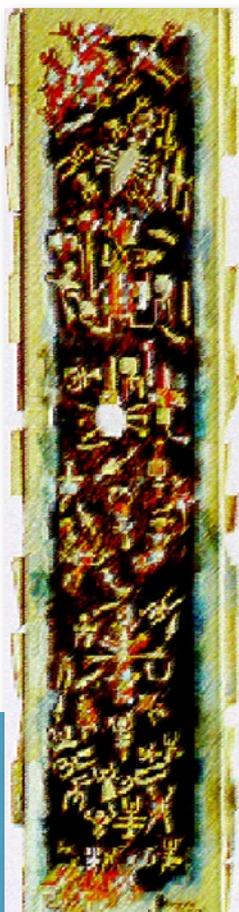
Chômage

Evolution du taux de chômage (en %)



Entre 1999 et 2008, le taux de chômage baisse :

- de plus de 4 points au niveau national ;
- de plus de 7 points en milieu urbain ;
- de 1,4 point en milieu rural.

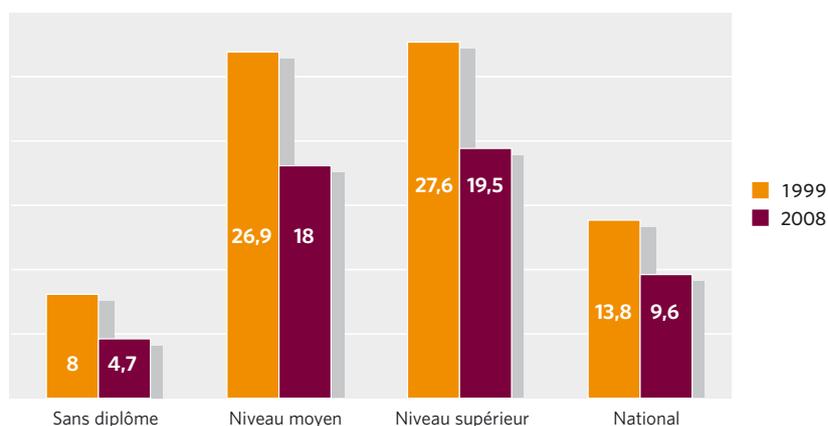


Un chômage en baisse tendancielle

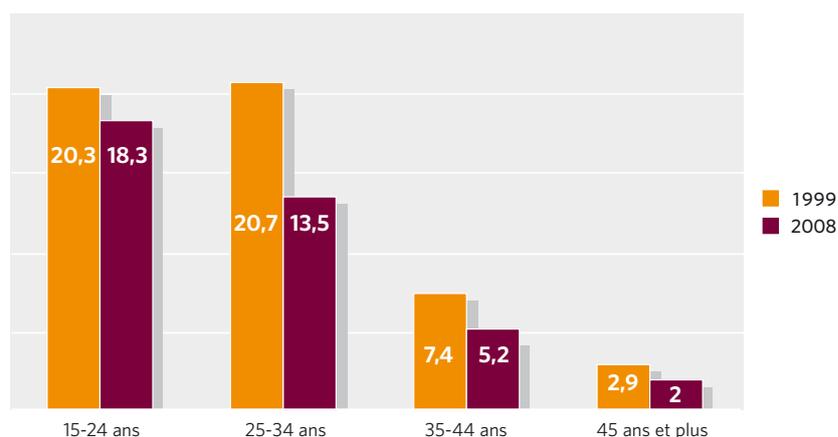
tableau 8

Chômage par niveau de qualification et âge

Taux de chômage par niveau de diplôme (en %)



Taux de chômage par tranche d'âge (en %)



- Relative faiblesse de la compétitivité des diplômés.
- Chômage encore prépondérant chez les jeunes.

Une baisse du chômage au profit de toutes les catégories de la population active

Evolution des indicateurs d'activité et de chômage 1998-2008

(les effectifs en milliers et les taux en %)

Indicateurs	1999			2008		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Activité et emploi (15 ans et plus)						
- Population active	5 176	5 050	10 226	5 874	5 393	11 267
- Taux de féminisation de la population active	24,3	32,6	28,4	22,2	32,1	26,9
- Taux d'activité	48,1	63,1	54,5	44,7	59,0	50,6
• Selon le sexe						
Hommes	74,6	85,5	79,3	71,6	82,0	75,9
Femmes	22,8	40,9	30,4	19,3	37,0	26,6
• Selon l'âge						
15-24 ans	36,9	60,4	48,2	30,0	49,3	38,9
25-34 ans	62,2	68,8	64,8	60,1	65,8	62,4
35-44 ans	60,2	71,1	64,2	57,9	70,1	62,4
45 ans et plus	36,8	57,3	45,8	37,3	58,3	45,6
• Selon le diplôme						
Sans diplôme	43,1	63,1	53,8	39,9	60,4	50,8
Ayant un diplôme	54,6	63,1	56,0	49,9	52,0	50,3
- Population active occupée	4 035	4 777	8 812	5 013	5 176	10 189
- Taux d'emploi	37,5	59,7	46,9	38,2	56,6	45,8
- Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total dont :						
• Salariés	70,7	37,4	57,5	69,0	39,8	57,7
• Auto-employés	29,3	62,6	42,5	31,0	60,2	42,8
Chômage						
- Population active en chômage	1 141	273	1 414	861	217	1 078
- Taux de féminisation de la population active en chômage	30,4	12,7	27,0	30,8	14,7	27,5
- Taux de chômage	22,0	5,4	13,8	14,7	4,0	9,6
• Selon le sexe						
Hommes	20,3	7,0	14,1	13,0	5,1	9,5
Femmes	27,6	2,1	13,2	20,3	1,8	9,8
• Selon l'âge						
15-24 ans	37,8	8,6	20,3	31,8	8,7	18,3
25-34 ans	30,2	7,0	20,7	20,2	4,3	13,5
35-44 ans	10,4	3,0	7,4	7,7	1,7	5,2
45 ans et plus	5,0	1,1	2,9	3,1	0,9	2,0
• Selon le diplôme						
Sans diplôme	15,2	3,8	8,0	8,3	2,6	4,7
Ayant un diplôme	29,2	18,0	27,1	20,0	12,2	18,5

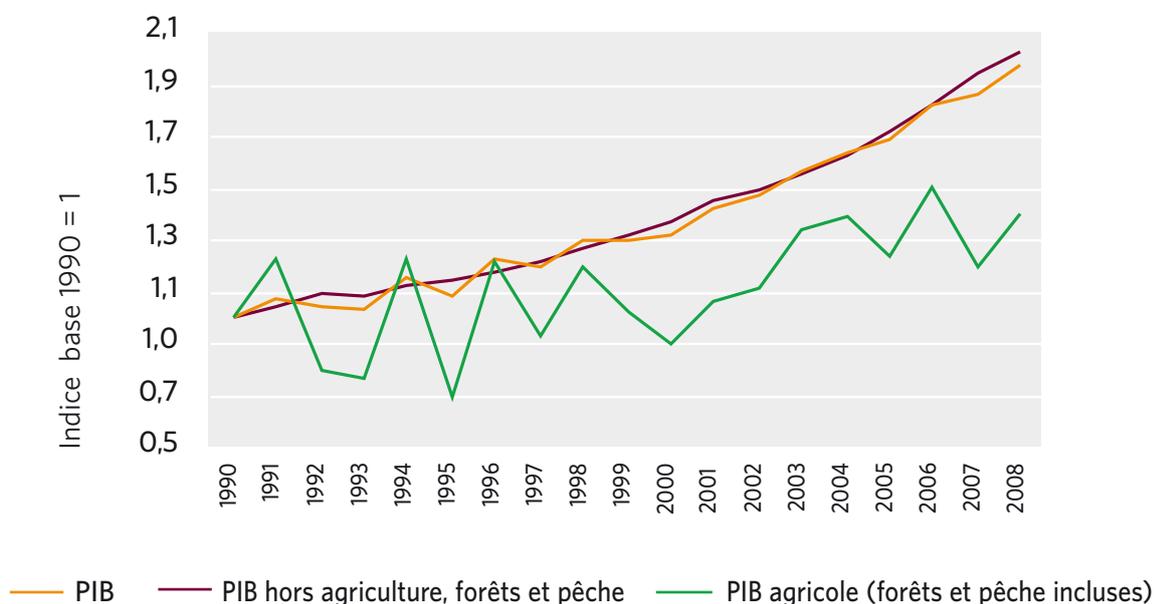


tableau 9

*Une économie en voie
d'émergence*

Croissance économique

Evolution en volume du PIB, du PIB agricole et du PIB non agricole



En moyenne annuelle :

- le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est accru d'un tiers, passant de 3,3 % entre 1990 et 1998 à 4,3 % entre 1998 et 2008 ;
 - celui du PIB hors agriculture et pêche de 3 % à 4,8 %.

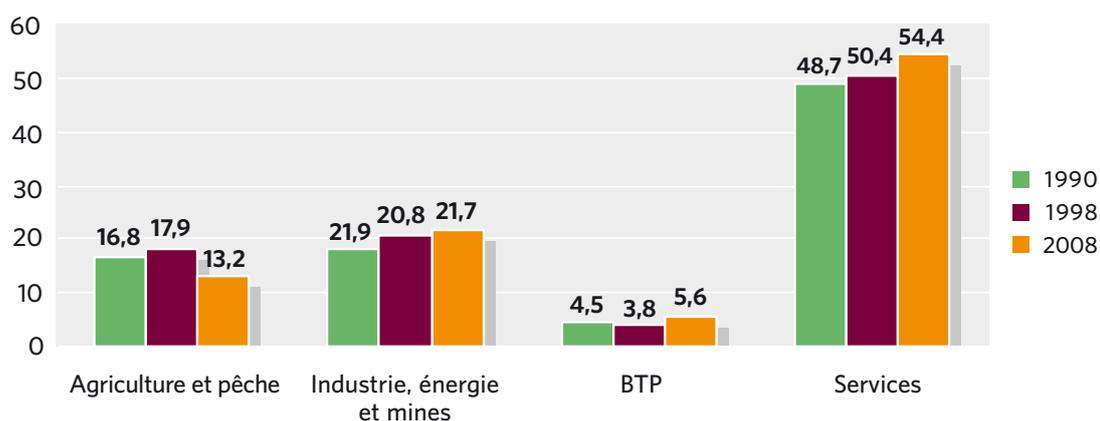
Une croissance économique de :

- 0,5 % en 1999 avec une baisse du PIB agricole de 16,3 % ;
- 2,7 % en 2007 avec une baisse du PIB agricole de 20,8 %.

Croissance soutenue et moins dépendante
des variations de la production agricole

Origine sectorielle de la richesse nationale

Produit intérieur brut par secteur d'activité (en %)



(en % du PIB)

Secteurs d'activités	1990-1998	1998-2008
Agriculture et pêche	17,1	14,5
Industrie, énergie et mines	21,2	20,0
BTP	3,9	5,1
Services	49,8	54,0
Autres*	8,0	6,4

* Impôts sur les produits nets des subventions et des services financiers imputés.

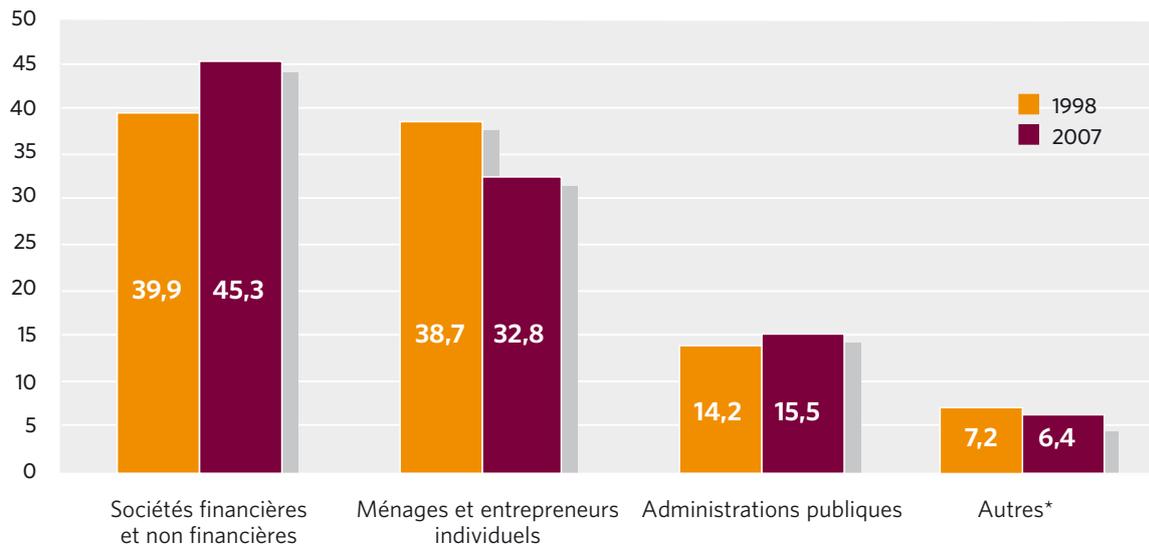
Entre 1998 et 2008 :

- la part des services dans le PIB gagne 4 points contre 1,7 point entre 1990 et 1998 ;
 - la part du BTP gagne 1,8 point contre une baisse de 0,7 point ;
 - l'agriculture perd 4,7 points contre une augmentation de 1,1 point.

Une croissance économique tirée par les services
Emergence du BTP et recul avéré du secteur agricole

Contribution des agents économiques à la richesse nationale

Produit intérieur brut selon les secteurs institutionnels (en %)



* Impôts sur les produits nets des subventions et des services financiers imputés.

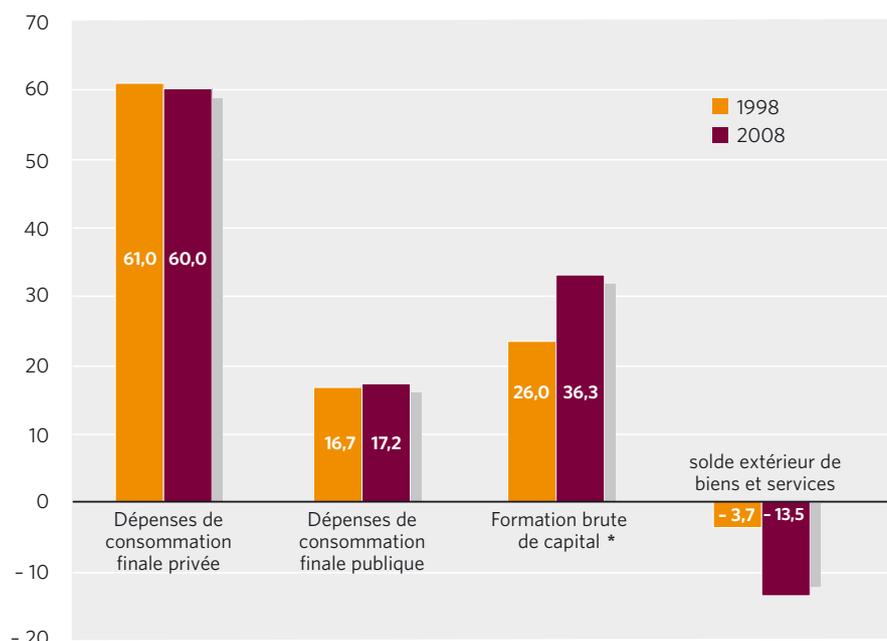
En 9 ans :

- la part des sociétés financières et non financières augmente de 5,4 points ;
 - celle des administrations publiques de 1,3 point ;
- celle des ménages (y compris les entreprises individuelles) baisse de 6 points.

Poids croissant du secteur organisé,
indicateur d'une économie en cours de modernisation

Destination finale de la richesse nationale

Emplois du Produit intérieur brut (en %)



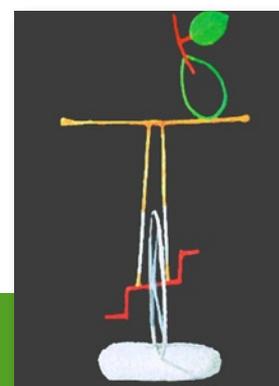
* Formation brute de capital fixe + variation des stocks

Entre 1998 et 2008 :

- quasi-stabilité des dépenses de consommation finale ;
- l'investissement (formation brute de capital) gagne plus de 10 points ;
- le déficit extérieur de biens et services s'accroît d'environ 10 points.

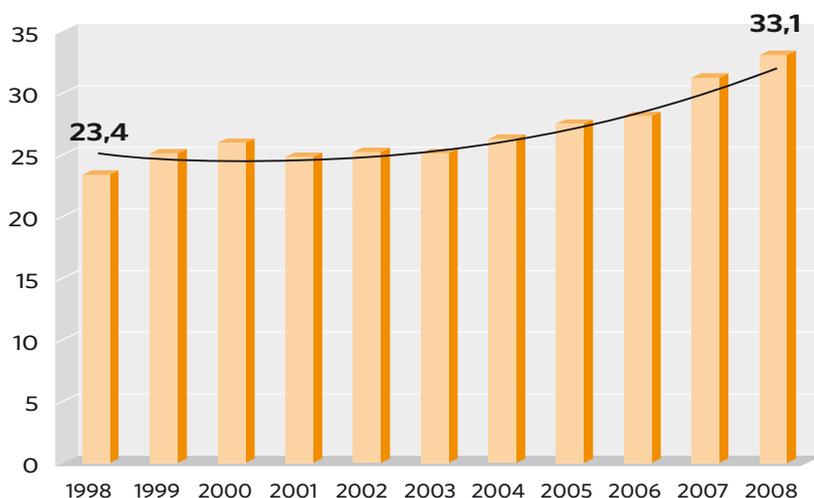
L'investissement de plus en plus privilégié dans l'affectation des ressources nationales

tableau 10

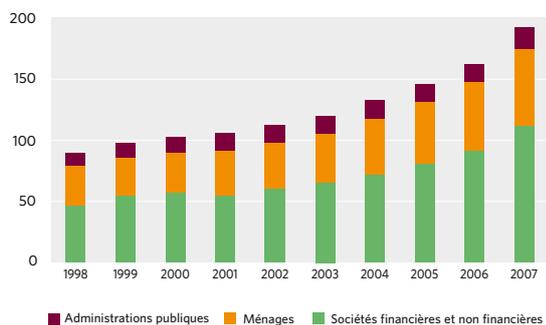


Investissement

Evolution du taux d'investissement (en %)

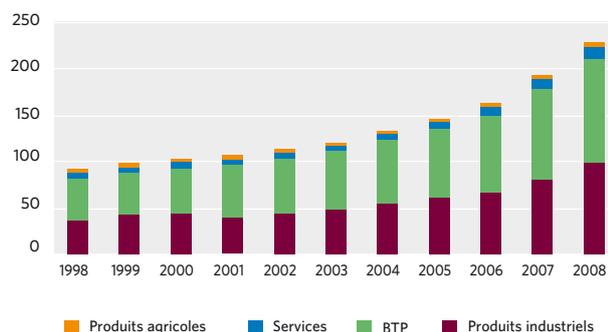


FBCF* par secteur institutionnel
(en milliards de dirhams)



* Formation brute de capital fixe

FBCF* par produit
(en milliards de dirhams)

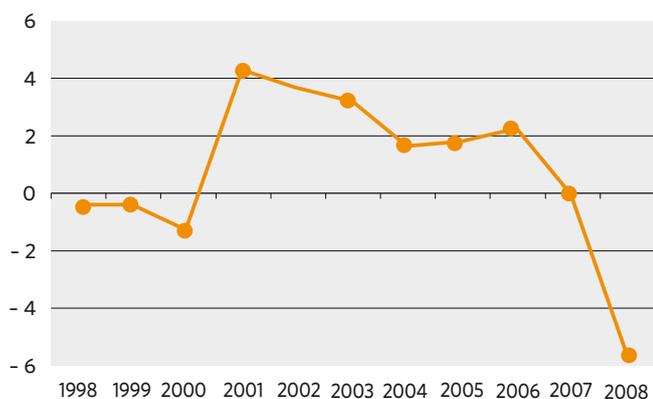


- Un effort d'investissement soutenu depuis 2001.
- Contribution de plus en plus importante des entreprises du secteur organisé à l'effort d'investissement.
- Poids croissant du bâtiment et travaux publics et des produits industriels dans l'investissement.

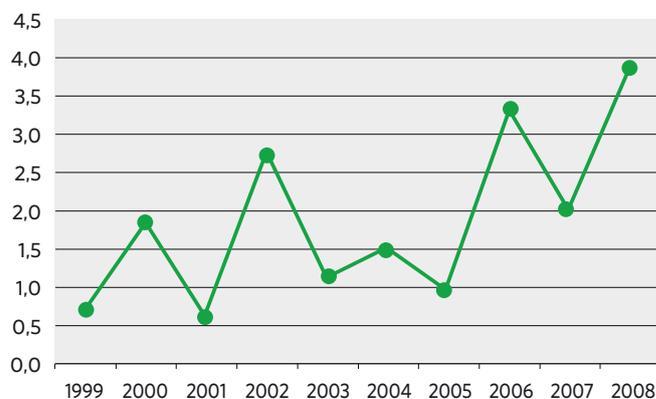
Taux d'investissement de pays émergent depuis 2007

Équilibres macro-économiques

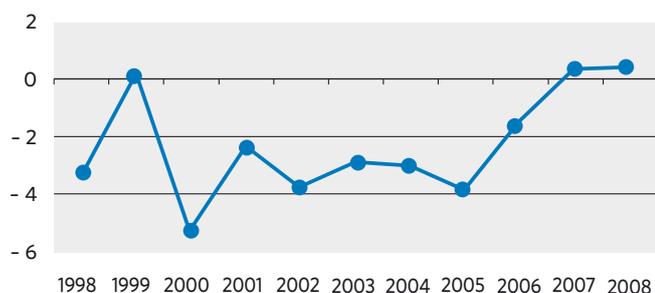
Solde courant de la balance des paiements (en % du PIB)



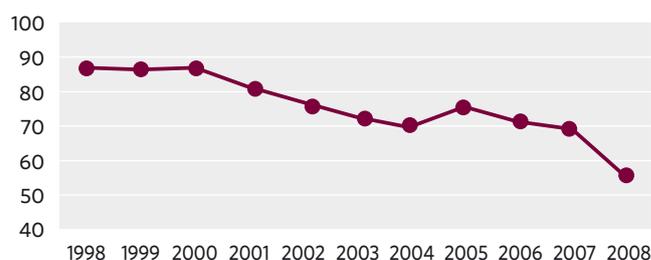
Variation de l'indice du coût de la vie (en %)



Solde budgétaire (en % du PIB)



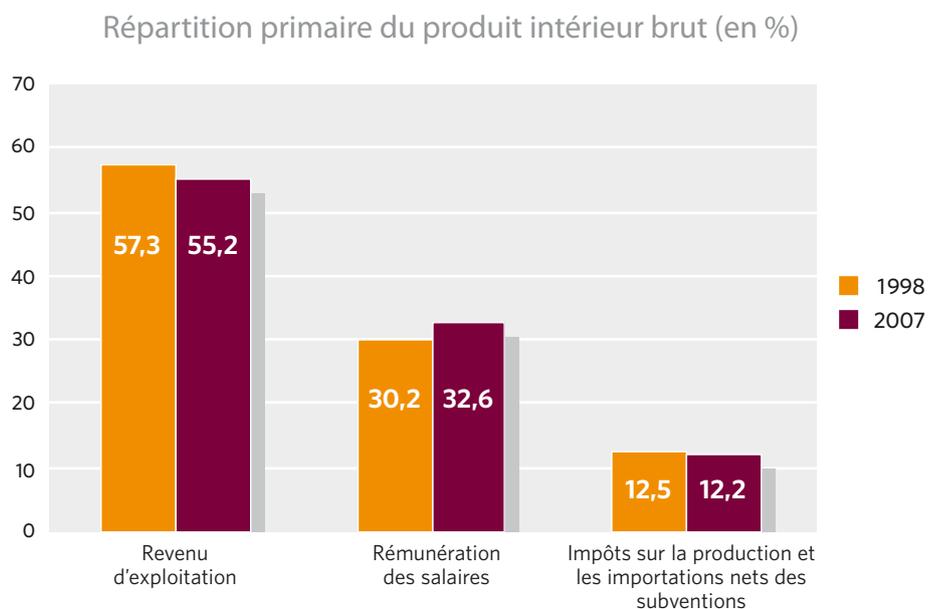
Dettes publiques (en % du PIB)



- **Balance des paiements** : excédentaire (1,5 % en moyenne) jusqu'en 2006, de plus en plus déficitaire depuis 2007 (0,1 % en 2007 et 5,4 % en 2008).
- **Budget général** déficitaire de 2,6 % en moyenne annuelle jusqu'en 2006, excédentaire depuis 2007.
 - **Inflation** maintenue à 1,9 % par an entre 1998 et 2008 (contre 4,9 % entre 1989 et 1998).
- **Dettes publiques** en baisse tendancielle pour se situer au-dessous de 60 % du PIB en 2008.

Une croissance bénéficiant d'une maîtrise des équilibres fondamentaux, fragilisée toutefois par le déficit des comptes extérieurs

Rémunération des facteurs de production



- La part du salariat dans la formation du PIB augmente de 2,4 points entre 1998 et 2007.
 - La part des producteurs diminue de 2 points.
 - La part des administrations publiques reste stable.

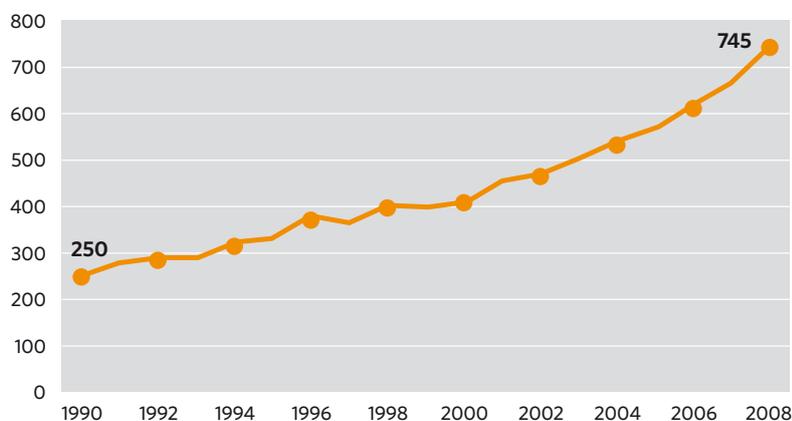


Poids des salaires en progression

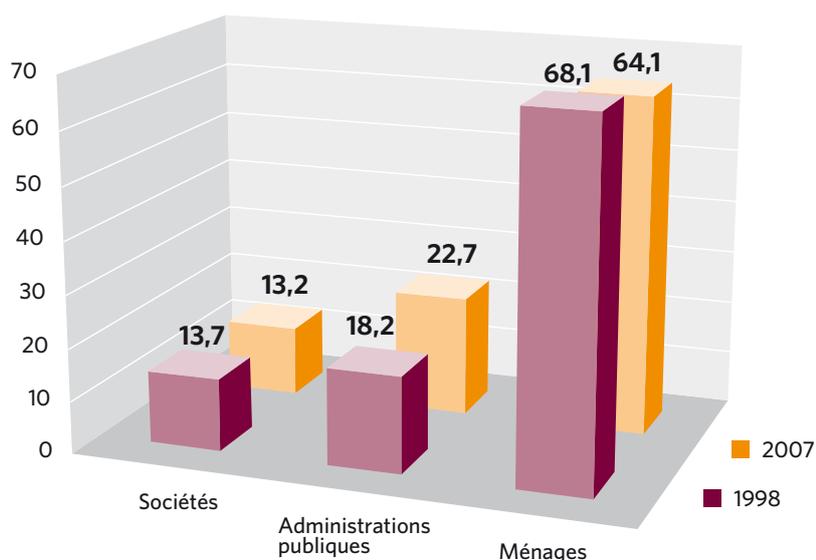
tableau 11

Revenu national

Evolution du revenu national brut disponible (en milliards de dirhams)



Revenu national brut disponible par secteur institutionnel (en %)

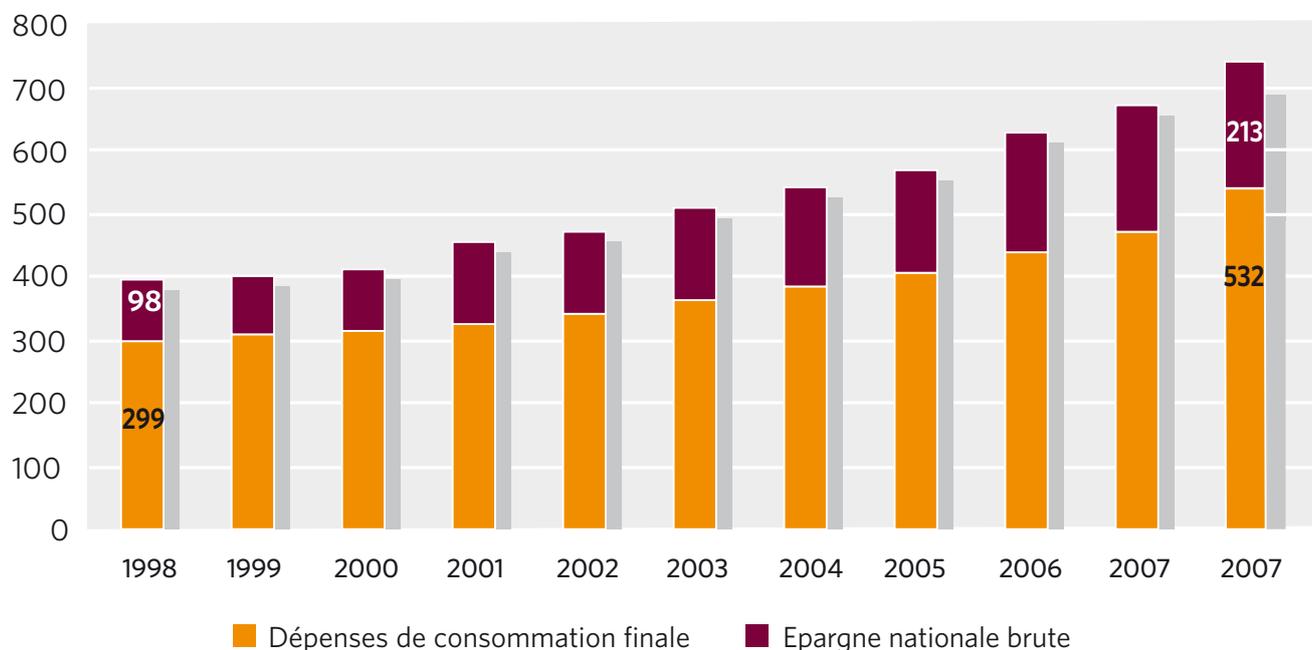


- Avec la progression du rendement fiscal, les administrations publiques améliorent leur part dans le revenu national brut disponible (RNBD) au détriment des ménages et des sociétés.

L'élargissement de l'assiette et une meilleure collecte fiscale, une réserve d'investissement économique et de progrès social

Destination du revenu national

Affectation du revenu national brut disponible (en milliards de dirhams)



(en % du RNBD)

	1990-1998	1998-2008
Taux d'épargne nationale	23,0	27,9

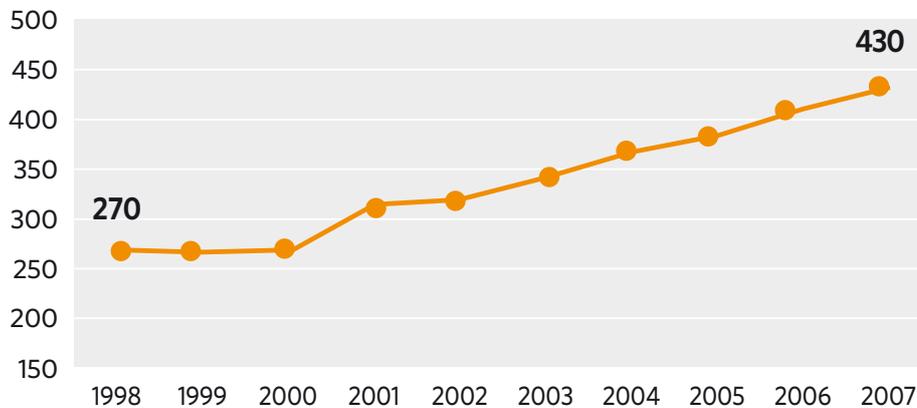
Entre 1998 et 2008 :

- le Revenu national brut disponible s'accroît de 6,5 % par an au lieu de 6 % entre 1990 et 1998 ;
- la consommation finale globale de 5,9 % par an au lieu de 6,3 % ;
- l'épargne nationale brute de 8 % par an contre 4,9 %.

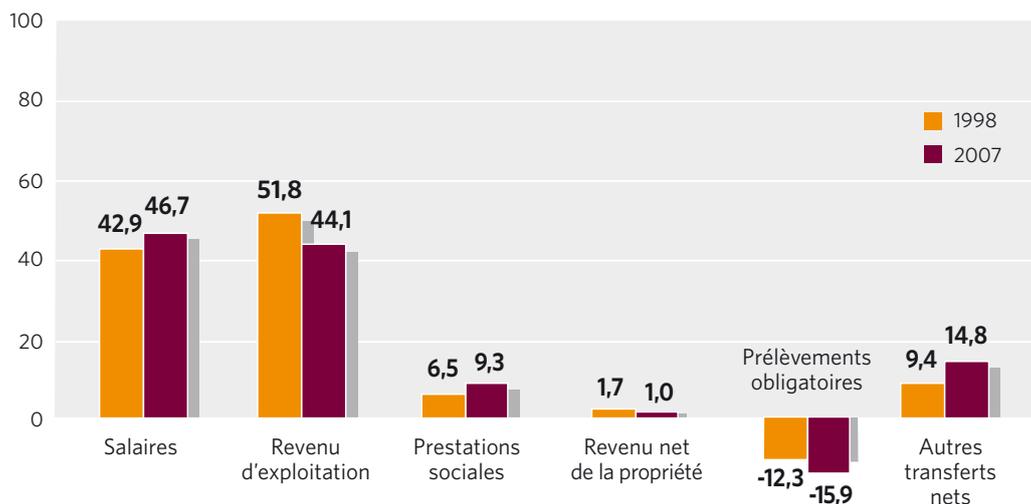
Une propension à épargner de plus en plus élevée

Revenu des ménages

Evolution du revenu brut disponible des ménages (en milliards de dirhams)



Composition du revenu brut disponible des ménages (en %)



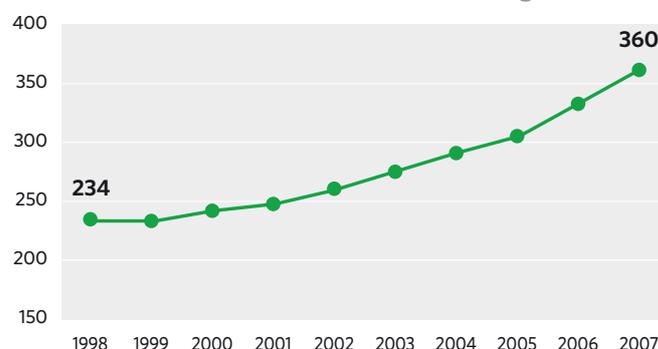
Entre 1998 et 2007 :

- la part des salaires progresse de 4 points, celle des prestations sociales et autres transferts de 9 points ;
- la part du revenu d'exploitation (excédent brut d'exploitation et revenu mixte) baisse de 8 points.

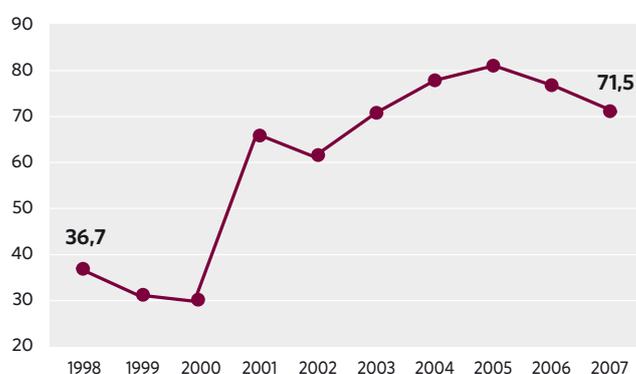
Les salaires et les transferts courants contribuent de plus en plus à la formation du revenu des ménages

Destination du revenu des ménages

Evolution des dépenses de consommation finale des ménages (en milliards de dirhams)



Evolution de l'épargne brute des ménages (en milliards de dirhams)



(en % du RNBD)

	1998	2007	1998-2007
Taux d'épargne des ménages	13,6	16,6	17,6

Entre 1998 et 2007 :

- le revenu brut disponible des ménages (RBD) s'accroît de 5,3 % par an en moyenne ;
- les dépenses de consommation finale des ménages de 4,9 % ;
- l'épargne brute des ménages de 7,7%.

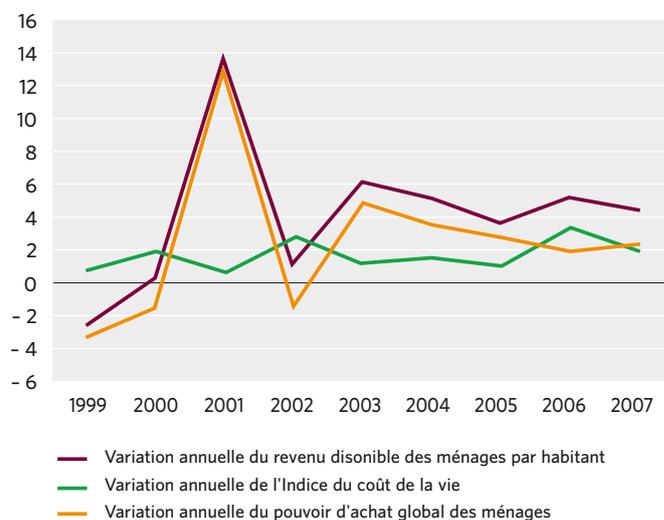


tableau 12

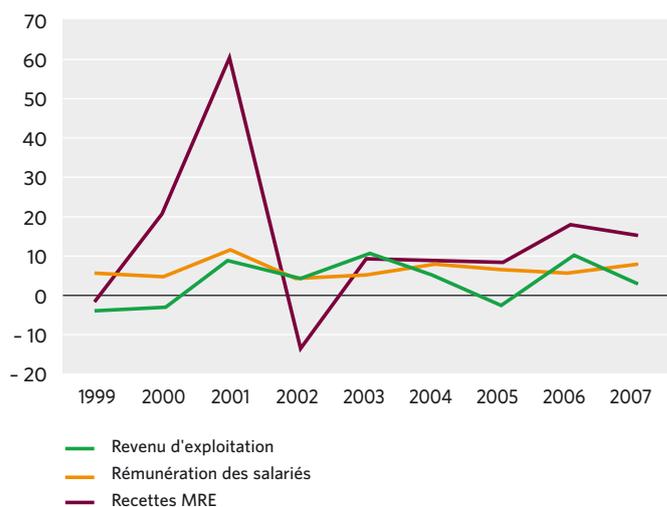
Une épargne des ménages en hausse
mais qui peine à se consolider

Pouvoir d'achat des ménages

Variation du revenu et du pouvoir d'achat des ménages (en %)



Variation des principales sources du revenu disponible des ménages (en %)



Entre 1998 et 2007 :

- le revenu brut disponible des ménages par tête s'accroît de 4% par an ;
 - en 2001, les MRE portent ce taux à 13,6% ;
 - le taux d'inflation est maintenu à 1,7% par an.

Le pouvoir d'achat des ménages globalement amélioré de 2,3% par an

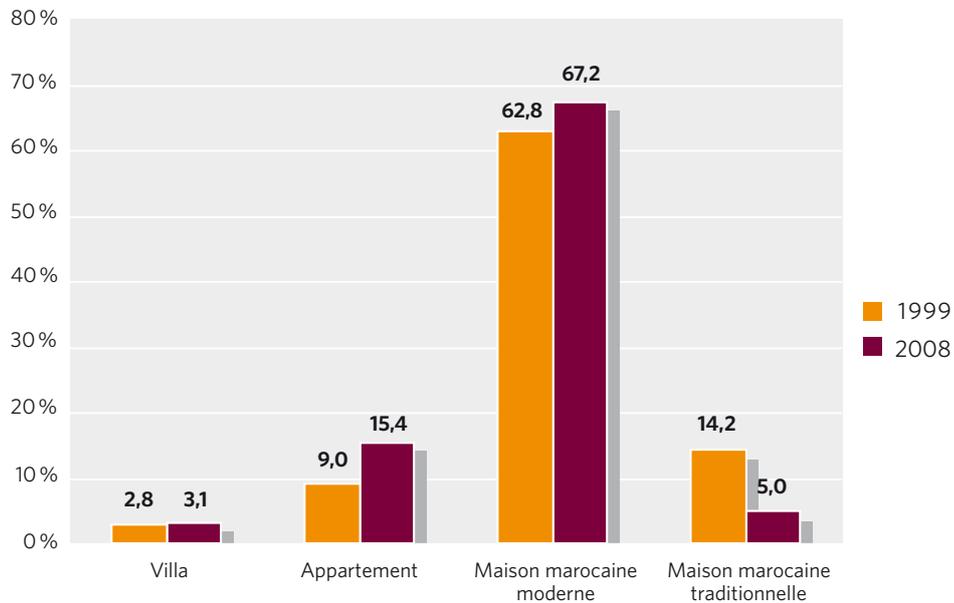


tableau 13

*Développement
humain*

Types d'habitat urbain

Ménages urbains selon le type d'habitat (en %)



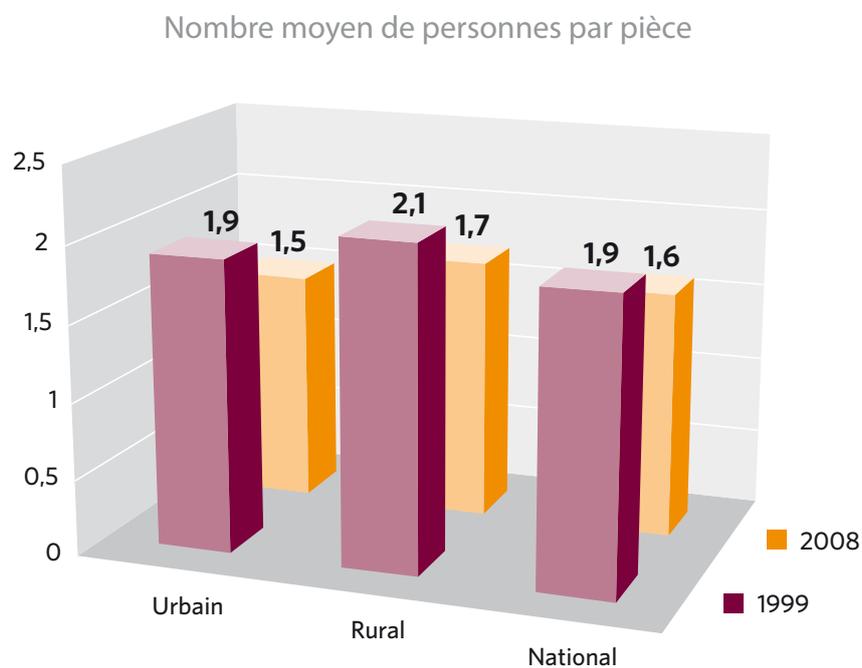
La maison marocaine moderne domine le paysage urbain avec plus des 2/3 des ménages



Abandon des maisons traditionnelles au profit des types d'habitat moderne

tableau 14

Densité d'occupation des logements



Baisse de la densité d'occupation des logements
aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural

Des logements moins exigus
traduisant une amélioration des
conditions d'habitat

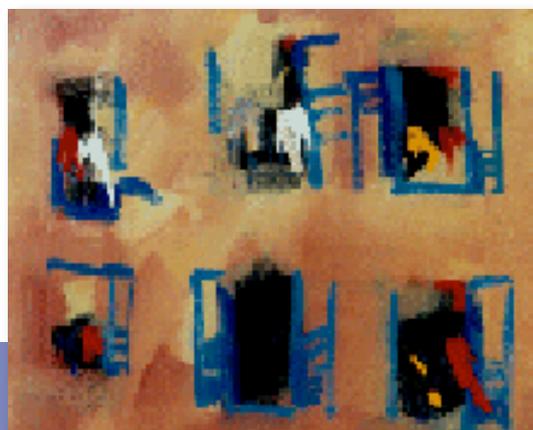
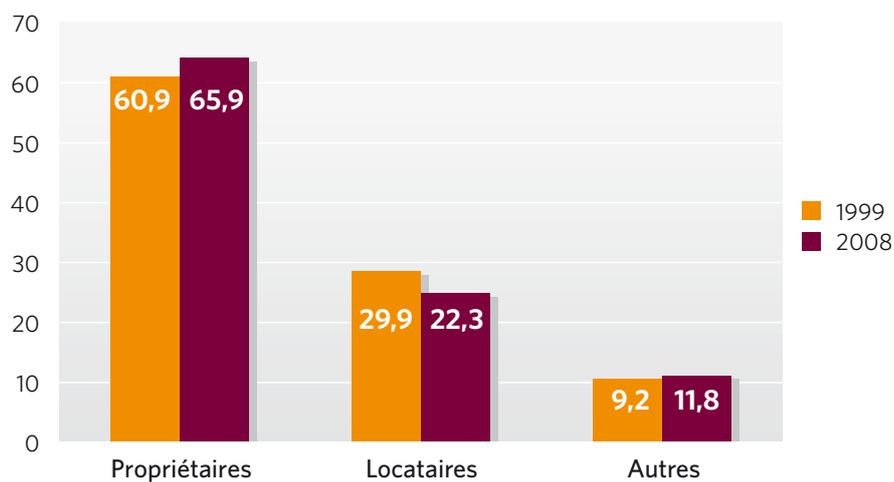


tableau 15

Accès à la propriété du logement

Ménages urbains selon le statut d'occupation du logement (en %)



- La proportion des ménages urbains propriétaires de leur logement s'améliore de 5 points en l'espace de 9 ans.
 - La proportion des locataires baisse de près de 8 points.

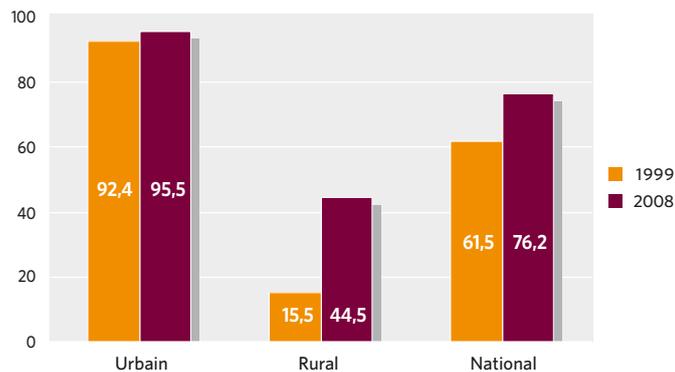
La propriété de plus en plus accessible
aux ménages marocains



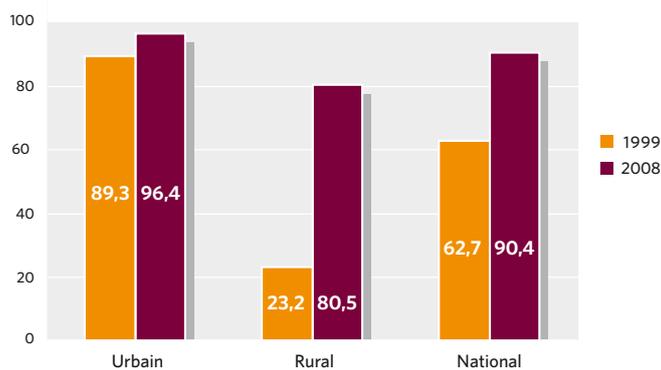
tableau 16

Accès des ménages à l'eau potable et à l'électricité

Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable du réseau (en %)



Proportion des ménages ayant accès à l'électricité (en %)



- Accès quasi généralisé en milieu urbain.
- La proportion des ménages ruraux bénéficiaires de l'eau potable du réseau multipliée par 3, de l'électricité par 3,5.

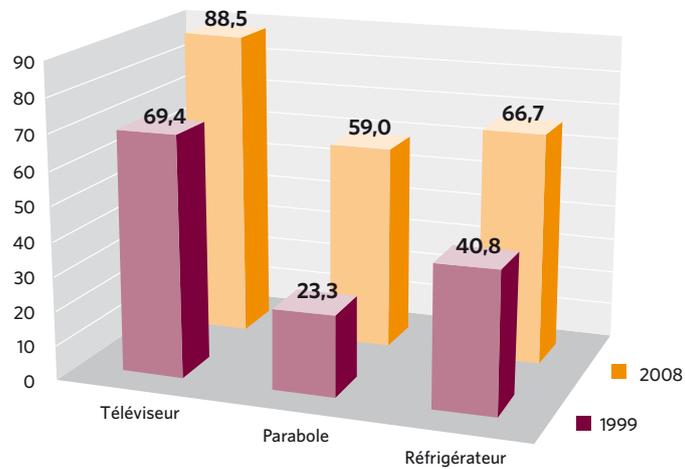
La moitié des ménages ruraux n'accède pas encore à l'eau potable



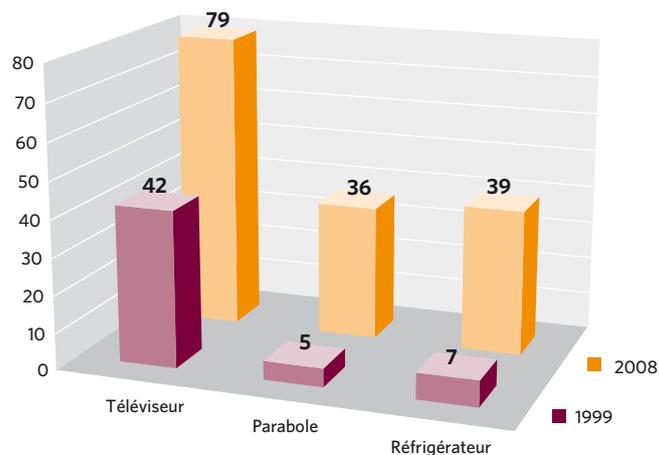
tableau 17

Equipement des ménages

Equipement des ménages en biens durables (en %)



Equipement des ménages ruraux en biens durables (en %)

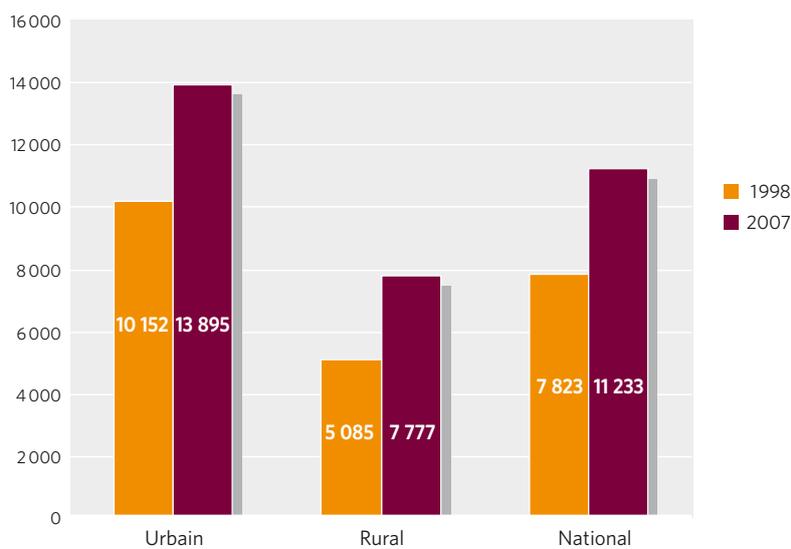


Les ménages marocains de mieux en mieux équipés en biens durables

Plus grand confort ménager et ouverture sur le monde, expression des mutations du modèle de consommation des ménages

Dépenses de consommation des ménages

Dépense par personne et par an selon le milieu de résidence (en dirhams)



La dépense annuelle par personne s'accroît de :

- 43,6 % au niveau national ;
- 53 % en milieu rural ;
- 37 % en milieu urbain.

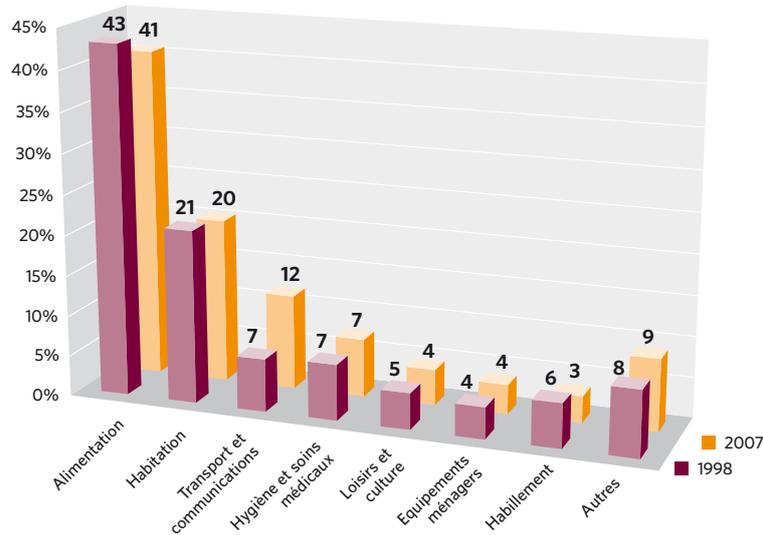
L'écart villes – campagnes se réduit, le rapport des dépenses entre les deux milieux passant de 2 en 1998 à 1,8 en 2007



tableau 18

Structure des dépenses de consommation des ménages

Structure des dépenses des ménages (en %)



Structure de la dépense des ménages par milieu de résidence (en %)

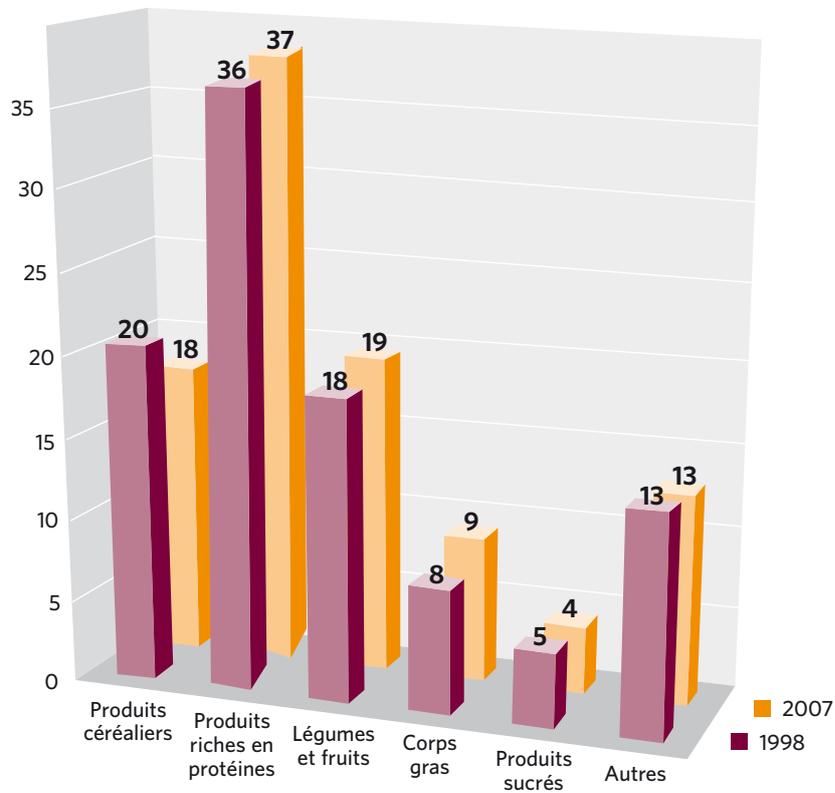
Grands groupes de biens et services	Urbain		Rural	
	1998	2007	1998	2007
Alimentation	38,4	36,8	54,2	49,3
Habitation	23,4	21,1	16,7	18,2
Transport et communications	7,1	12,8	5,2	9,1
Hygiène et soins médicaux	7,6	7,6	5	6,3
Loisirs, culture et divertissement	5,6	5,2	2,1	2,5
Equipements ménagers	3,9	3,7	3,9	3,6
Habillement	5,7	3,5	5,1	3,1
Autres dépenses	8,3	9,3	7,8	7,9
Total	100	100	100	100

- Le poids de l'alimentaire dans le budget des ménages baisse de 3 points, celui des transports et communications augmente de 5 points.
- Pour la première fois, le coefficient budgétaire alimentaire dans le monde rural passe au-dessous de 50 %.

Une structure de la dépense qui évolue avec l'amélioration du niveau de vie et l'attractivité du modèle de consommation de la société moderne

Dépenses alimentaires

Structure des dépenses alimentaires (en %)



- Baisse du poids des produits céréaliers et sucrés.
- Augmentation du poids des produits riches en protéines et des légumes et fruits.

La qualité de la consommation alimentaire s'améliore

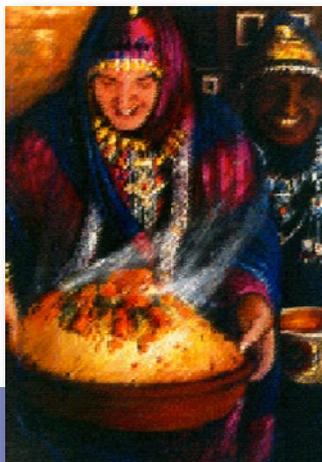
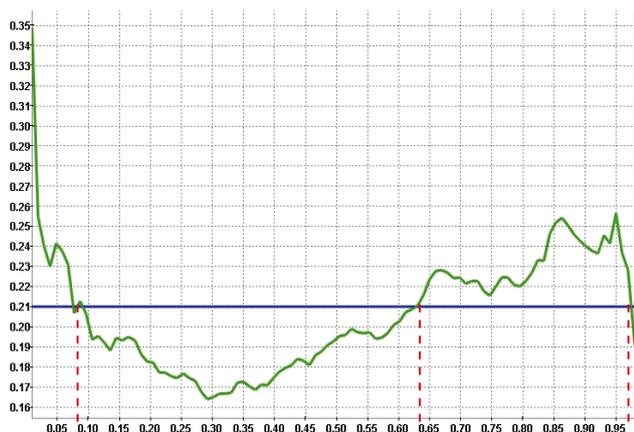


tableau 19

Croissance des dépenses de consommation des ménages

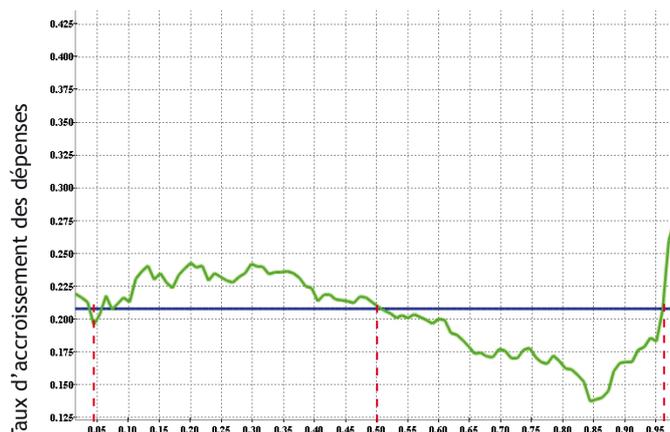
Courbe d'incidence de la croissance des dépenses

1985 - 2001



Classes de dépenses

2001 - 2007



Classes de dépenses

Les courbes d'incidence de la croissance des dépenses montrent qu'entre :

- 1985 et 2001, la croissance a été plus favorable aux plus pauvres et aux catégories aisées ;
 - 2001 et 2007, cette croissance a été plus favorable aux pauvres, aux vulnérables et aux catégories les plus aisées.

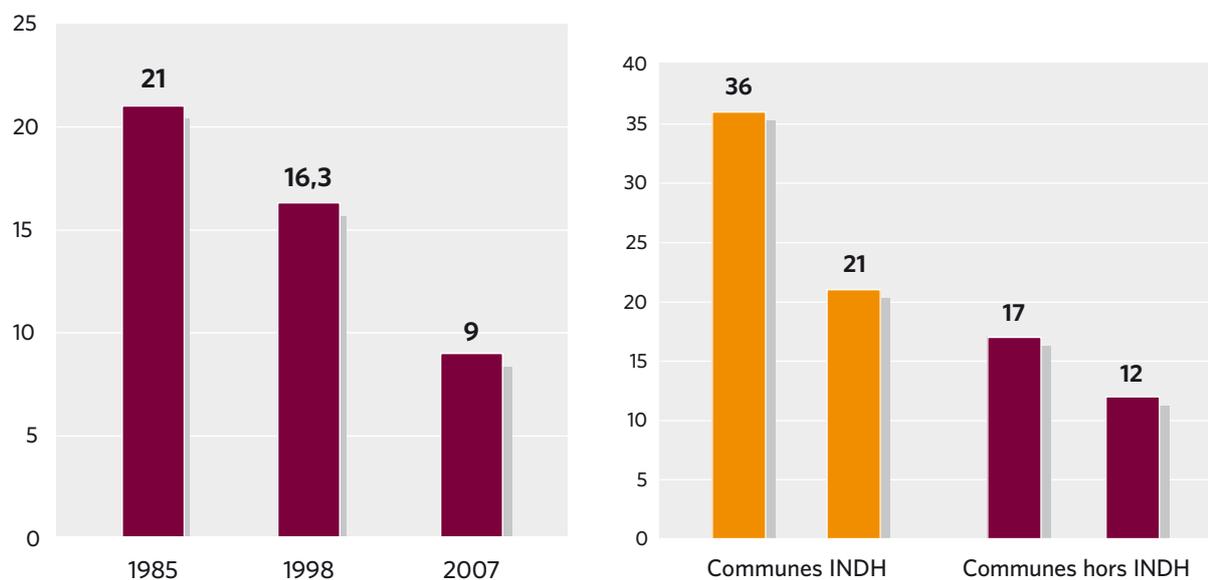
Entre 1985 et 2007, la part dans le total des dépenses des :

- 20% les moins aisés a stagné autour de 6,5% ;
- 20% les plus aisés a légèrement augmenté passant de 46,9% à 48,1%.

Une croissance des dépenses en faveur de l'ensemble de la population et une résistance à la baisse des inégalités sociales

Baisse de la pauvreté

Evolution du taux de pauvreté (en %)

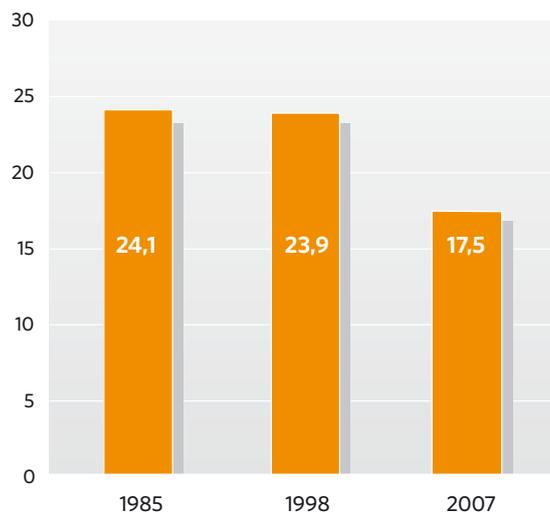


- 200 000 personnes sont sorties annuellement de la pauvreté entre 1998 et 2007 contre 8 700 entre 1985 et 1998.
- Baisse plus rapide de la pauvreté dans les communes rurales ciblées par l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH).

Entre 1998 et 2007, 1,8 million de personnes environ sont sorties de la pauvreté

Recul de la vulnérabilité

Evolution du taux de vulnérabilité (en %)



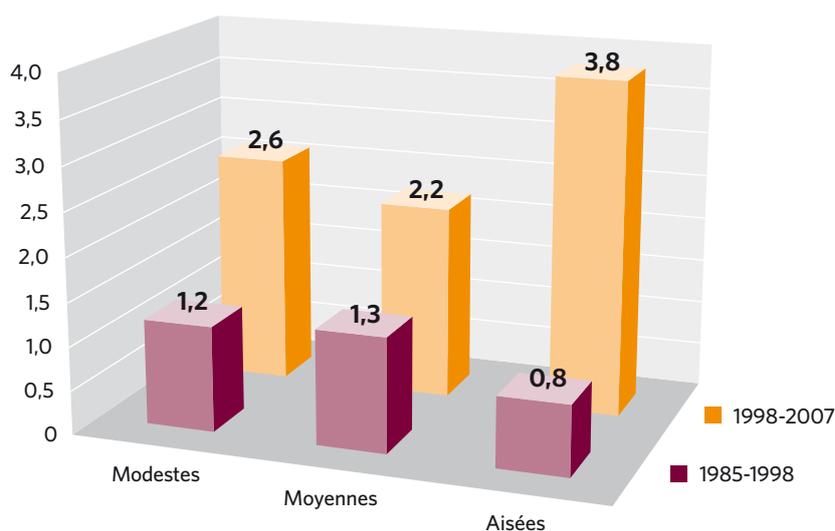
Le nombre de personnes vulnérables :

- augmente de 108 000 par an entre 1985 et 1998 ;
- baisse de 144 000 par an entre 1998 et 2007.

Entre 1998 et 2007, 1,3 million de personnes environ sont sorties de la vulnérabilité

Disparités des dépenses de consommation des ménages

Taux d'accroissement des dépenses de consommation par catégorie sociale (en %)



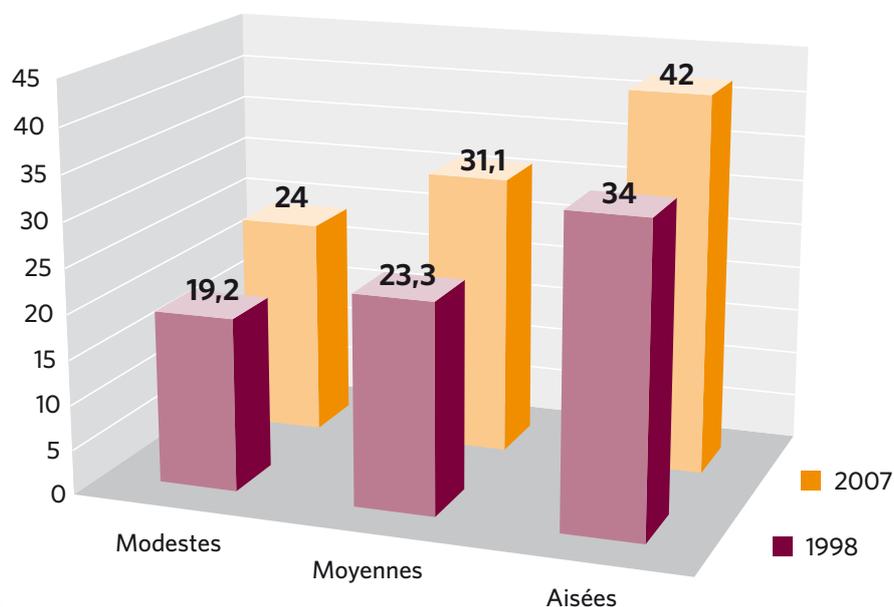
Le taux d'accroissement annuel de la dépense par habitant entre 1998 et 2007, par rapport à celui de la période 1985-1998, est de :

- 2,2 fois parmi les ménages modestes ;
- 1,7 fois parmi les classes moyennes ;
- 4,8 fois parmi les ménages aisés.

Les ménages aisés et, dans une moindre mesure, les ménages modestes ont le plus profité de l'amélioration générale du niveau de vie de la population

Endettement des ménages

Taux d'endettement des ménages par catégorie sociale (en %)



Entre 1998 et 2007, le taux d'endettement des ménages a augmenté de :

- 25 % parmi les ménages modestes et aisés ;
- 33,5 % parmi les classes moyennes.

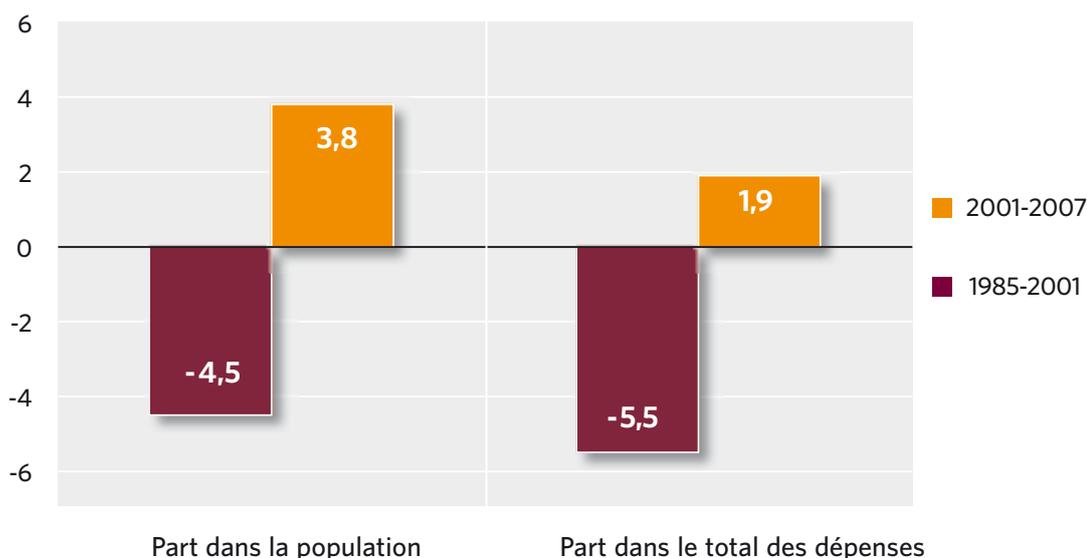
Progression relative de l'endettement plus sensible parmi les classes moyennes.



tableau 20

Démographie et consommation des classes moyennes

Taux d'accroissement du poids démographique des classes moyennes et de leur part dans les dépenses de consommation (en %)

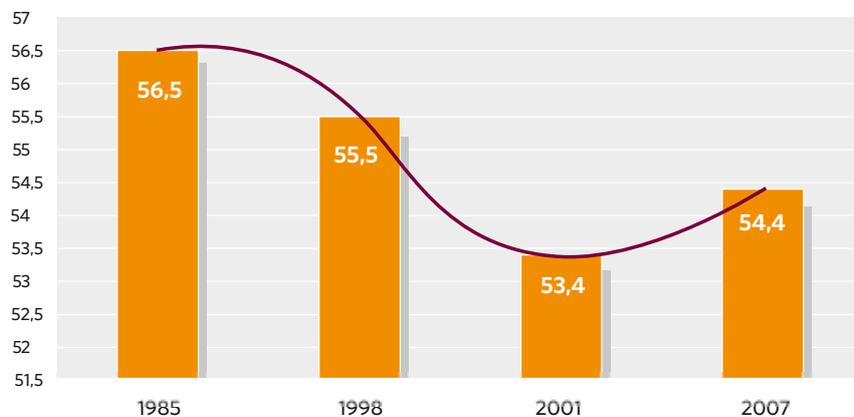


- Le poids démographique des classes moyennes a diminué entre 1985 et 2001 de 4,5%, augmenté entre 2001 et 2007 de 3,8%.
- Leur poids dans la dépense de consommation des ménages a diminué entre 1985 et 2001 de 5,5%, augmenté entre 2001 et 2007 de 1,9%.

Une contribution des classes moyennes aux dépenses de consommation encore en deçà de leur poids démographique

Dépenses des classes moyennes

Part des classes moyennes dans les dépenses totales des ménages (en %)



La part des classes moyennes dans les dépenses des ménages :

- baisse de 3 points entre 1985 et 2001 ;
- augmente d'un point entre 2001 et 2007.

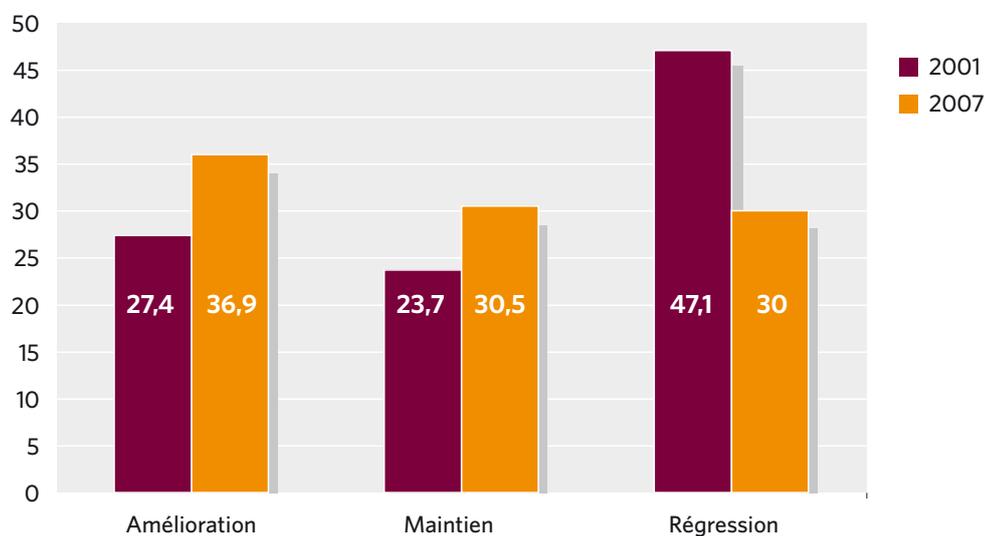
Inversion de la tendance à la baisse de la part des classes moyennes dans le total des dépenses à partir de 2001



tableau 21

Perception des niveaux de vie

Evolution de la perception par les ménages de leur niveau de vie (en %)



Le niveau de vie s'est amélioré ou s'est maintenu :

- pour la moitié des chefs de ménage en 2001 ;
- pour les 2/3 en 2007.

Les appréciations objectivement quantifiées corroborées
par les appréciations subjectives des ménages



tableau 22

*Objectifs du Millénaire
pour le Développement*

Objectifs du Millénaire pour le Développement au Maroc

La Déclaration du Millénaire comporte 8 objectifs regroupés sous l'appellation « Objectifs du Millénaire pour le Développement » :

- réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
- assurer l'éducation primaire pour tous ;
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ;
- améliorer la santé maternelle ;
- combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ;
- assurer un environnement durable ;
- mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

L'horizon fixé est 2015, et l'année de référence est 1990.

Objectifs déjà réalisés

La pauvreté

Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité de pouvoir d'achat :

- Objectif ciblé : 1,75 % en 2015
- Valeur réalisée en 2007 : 0,6 %

Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal calorique :

- Objectif ciblé : 2,3 % en 2015
- Valeur réalisée en 2007 : 0,9 %

Le paludisme

Taux d'incidence (pour 100 000 habitants) :

- Objectif ciblé : 0 en 2015
 - Valeur réalisée en 2006 : 0
-



tableau 23

Objectifs en voie de réalisation

Taux net de scolarisation (6-11 ans) au primaire

Objectif ciblé : 100 % en 2015
Valeur réalisée en 2008 : 90,1 % contre 52,1 % en 1991
Taux de réalisation requis (2008/2015) : 1,50 % par an
Taux de réalisation effectif (1991/2008) : 3,24 % par an

Proportion de la population ayant accès à l'eau potable en milieu rural

Objectif ciblé : 100 % en 2015
Valeur réalisée en 2007 : 85 %
Taux de réalisation requis (2007/2015) : 2,1 % par an
Taux de réalisation effectif (1994/07) : 15 % par an

Accouchement en milieu surveillé

Objectif ciblé : 80 % en 2015
Valeur réalisée en 1999-2003 : 63 %
Taux de réalisation requis (1999-2003/2015) : 1,7 % par an
Taux de réalisation effectif (1987-1991/1999-2003) : 6,1 % par an

A ce rythme, ces objectifs seront atteints avant 2015



tableau 24

Objectifs réalisables sous réserve de meilleures performances

Taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans

Objectif ciblé : 100 % en 2015
Valeur réalisée en 2008 : 78 %

Taux de réalisation effectif par an : 2,1 %

Taux de réalisation cible : 3,6 %

Taux de mortalité infantile

Objectif ciblé : 14 pour mille en 2015
Valeur réalisée en 1999/2003 : 40 pour mille

Taux de réalisation effectif par an : 2,9 %

Taux de réalisation cible : 7,2 %

Taux d'incidence de la tuberculose (pour 100 000 habitants)

Objectif ciblé : 50 en 2015
Valeur réalisée en 2008 : 82

Taux de réalisation effectif par an : 1,8 %

Taux de réalisation cible : 6,8 %

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Objectif ciblé : 19 pour mille en 2015
Valeur réalisée en 1999-2003 : 47 pour mille

Taux de réalisation effectif par an : 3,9 %

Taux de réalisation cible : 6,3 %

Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances)

Objectif ciblé : 50 en 2015
Valeur réalisée en 1995-2003 : 227

Taux de réalisation effectif par an : 3,1 %

Taux de réalisation cible : 9 %



tableau 25



“

(...) Ambitionnant de faire du développement humain à la fois finalité et facteur de la croissance économique, le Maroc consacre près de 55 % du budget national aux programmes sociaux. En renfort à ces derniers, SM Le Roi du Maroc a lancé, sous Sa Haute Autorité, un grand projet, sous la dénomination d'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), qui constitue une expression forte de cette ambition et revêt la dimension d'un véritable chantier du règne. Ce projet, doté d'un cadre spécifique de programmation, de suivi et d'évaluation et d'un budget pluriannuel conséquent, s'appuie, dans sa mise en œuvre, sur une approche participative et contractuelle impliquant les administrations locales, les élus et la société civile. Mis en œuvre depuis 2006, ce projet s'inscrit dans la démarche des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et vise, en particulier, l'amélioration des conditions de vie de la population par le développement des infrastructures sociales et l'incitation, au niveau des unités géographiques de base, à la création de petits projets générateurs de revenu. Il a vocation à impulser des synergies cumulatives avec les programmes de lutte contre l'habitat insalubre, la promotion de l'habitat économique et les retombées de réformes sociétales, audacieuses pour un pays musulman, en particulier celles du Code de la famille et de la gestion rigoureuse du champ religieux...

(...) Le développement humain, qui constitue, aujourd'hui, une priorité nationale, connaît, notamment au cours des dix dernières années, des progrès remarquables dont l'IDH tel que mesuré par le PNUD, de par son caractère composite forcément partiel et statique, ne reflète que partiellement la réalité. Cet indice qui classe le Maroc, en 2005, au 126^e rang sur 177 pays, occulte, cependant, les performances que ce pays réalise. A titre d'illustration, parmi les 138 pays classés en 2000 et en 2006, le Maroc a réalisé la 7^e meilleure performance en matière de progression de l'IDH. (...)

”

Extraits de l'introduction aux travaux du séminaire organisé à Paris le 1^{er} juillet 2008 par le HCP en partenariat avec le Centre d'analyse économique, autour du thème « Croissance et développement humain au Maroc ».

Index des tableaux

Anonyme	1
Laroussi Beniiche Abdelmajid	2
Rahoule Abderrahmane	3
Arzima Abdelhak	4
Benjelloun Youssef	5
El Azhar Abdelkrim	6
Gbori Fatna	7
Miloudi Houssein	8
Anonyme	9
Ouazzani Abdelkrim	10
Miloudi Houssein	11
Arzima Abdelhak	12
Bouhamidi Brahim	13
Rahoule Abderrahmane	14
Dibajii Abdellah	15
Benjelloun Youssef	16
Zarouala Abdessalame	17
Lazreq Nadia	18
Lakhdar Hassan	19
Miloudi Houssein	20
Miloudi Houssein	21
Lasri Mohamed	22
Lazreq Nadia	23
Idali Mohammed	24
Caroline Guilhou	25
Tallal Chaïbia	26

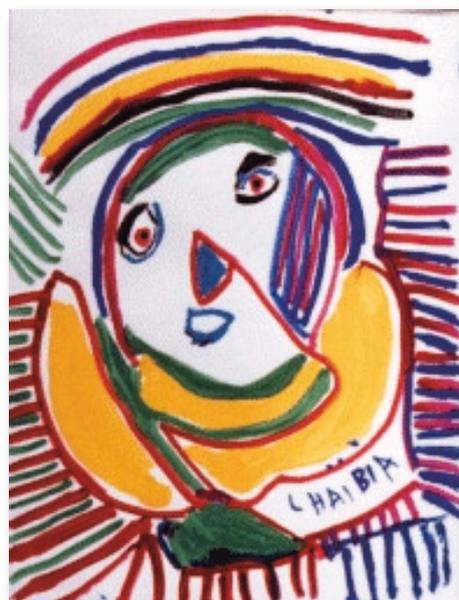


tableau 26

